

**LES ETRANGERS
AU VENEZUELA**

(Nationalité-Condition civile)

**La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver
les opinions émises dans les thèses; ces opinions
doivent être considérées comme propres à leurs
auteurs.**

PAR

Aureliano OTANEZ

JURY ... $\left\{ \begin{array}{l} \text{Président : LEVY-ULLMANN, Professeur} \\ \text{Suffragants } \left\{ \begin{array}{l} \text{MM. DEMOGUE} \\ \text{NIBOYET} \end{array} \right. \end{array} \right. \left. \vphantom{\left\{ \begin{array}{l} \text{Président : LEVY-ULLMANN, Professeur} \\ \text{Suffragants } \left\{ \begin{array}{l} \text{MM. DEMOGUE} \\ \text{NIBOYET} \end{array} \right. \end{array} \right.} \right\} \text{Professeurs}$

1934



INTRODUCTION

Nous avons réuni sous le titre « *Les étrangers au Venezuela* » les règles de nationalité et la condition des étrangers, deux matières que les auteurs de droit international séparent nettement et qui, à première vue, paraissent bien distinctes l'une de l'autre. Cependant nous avons cru pouvoir les réunir sous ce titre parce qu'elles sont intimement liées : en effet avant de chercher quelle sera dans tel pays déterminé la condition d'un étranger, il faut savoir si l'individu dont on veut connaître la condition pourra être considéré comme étranger dans ce pays, il faudra donc faire appel aux règles de nationalité pour trancher cette question préalable.

D'autre part, les règles de nationalité et la condition des étrangers forment un tout qui est le reflet des nécessités d'un peuple. En effet un pays qui possède suffisamment d'habitants et n'a pas besoin d'attirer les étrangers peut leur donner une condition moins favorable et leur rendre plus difficile l'accès de sa nationalité ; au contraire un pays qui a besoin des étrangers pour mettre en valeur ses richesses naturelles, doit leur accorder une condition bienveillante afin de les attirer, et doit leur donner facilement sa nationalité afin de les assimiler. Remarquons cependant que ces deux conditions nécessaires se contrecarrent l'une l'autre : en effet

si l'étranger jouit dans un pays d'une très bonne condition, aussi bonne que celle du national, il n'aura aucun intérêt à demander la naturalisation et seul ses enfants fourniront peut-être des nationaux par le jeu du principe du «*Ius soli* » ; si au contraire, dans le but d'augmenter le nombre des nationaux, on rend plus dure la condition de l'étranger afin de l'inciter à demander la naturalisation, le nombre des nationaux augmentera peut-être légèrement, mais l'immigration étrangère diminuera fortement et ira se fixer dans un pays qui lui offre de meilleures conditions. C'est par une sage combinaison de ces deux principes que le législateur doit arriver au résultat le plus conforme aux intérêts et aux nécessités de son pays.

C'est le jeu de ces principes que nous nous proposons d'étudier dans la législation vénézuélienne, afin de rendre hommage à notre pays en faisant connaître la libéralité des principes qu'il adopte envers les étrangers, et afin de voir quelles ont été les réactions d'un pays jeune et plein d'avenir et les principes soutenus au lendemain d'une indépendance chèrement conquise.

Première Partie

La
nationalité vénézuélienne

CHAPITRE PREMIER

NOTIONS GENERALES SUR LA NATIONALITE

Le nombre de définitions que l'on a données de la nationalité est aussi grand que celui des auteurs qui s'en sont occupés, et, à en croire Zeballos¹, aucune de ces définitions n'est complète ; nous nous bornerons ici à reproduire celle qu'en donne M. Niboyet dans son *Manuel de Droit International privé* : « La nationalité est le lien politique et juridique qui unit un individu à un Etat ».

Le mot nationalité, qui est relativement récent dans la langue française, peut prêter à confusion depuis que Mancini a formulé à Turin en 1851 le fameux principe des nationalités. Il ne faut pas confondre en effet l'Etat avec la Nation. La nation, en droit, n'est pas un Etat : la nation n'est que le vouloir vivre collectif et cela ne suffit pas pour assurer la qualité d'Etat. Il peut y avoir dans le sein d'un même Etat plusieurs nationalités (Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie etc...) mais les ressortissants de cet Etat ne peuvent avoir qu'une seule nationalité au sens que nous attachons ici à ce mot,

1. Zeballos. *La Nationalité*. Paris 1914. t. I. p. 155.

la nationalité de l'Etat auquel ils sont politiquement rattachés, et la seule qui puisse produire des effets juridiques internationalement reconnus.

Donc chaque fois que l'on considère la nationalité d'un individu il faut laisser de côté l'idée de nation et le principe des nationalités pour ne s'occuper que de l'Etat dont l'individu est le ressortissant. Nous nous placerons donc désormais sur le seul terrain de la nationalité politique.

On a fini par étendre l'idée de nationalité des personnes physiques aux personnes morales. Cette extension que justifie un intérêt pratique est peut-être moins heureuse au point de vue juridique. Nous conformant aux usages, nous traiterons du problème de la nationalité des sociétés dans la seconde partie de cette thèse à propos de la condition des personnes morales étrangères.

Voyons maintenant quel est le fondement juridique de la nationalité. Quelques auteurs s'inspirant du « Contrat social » et des idées chères à Rousseau ont émis l'opinion que la volonté est à la base de la nationalité, et Weiss¹ notamment dit que le fondement juridique de la nationalité se trouve dans un contrat synallagmatique conclu entre l'Etat et l'individu. Cette opinion est difficile à soutenir car dans les contrats le consentement est un élément essentiel de validité or si le consentement de l'Etat a bien été exprimé il n'en va pas de même pour celui de l'individu qui n'a pas été consulté et à qui on impose une nationalité par le fait même de sa naissance.

1. André Weiss. *Traité théorique et pratique de D.I.P.*, 2^e éd.

Une autre opinion soutient que la nationalité est un lien naturel que l'Etat impose à l'individu en vertu de sa souveraineté. Cette opinion est soutenue au Venezuela par le Dr. A. Dominici, dans les termes suivants : « La nationalité conférée par la naissance ne dépend pas au Venezuela de la personne à qui elle est accordée par la loi. C'est un ensemble de droits et de devoirs indéclinables »¹. Cette seconde opinion écarte donc toute idée de volonté de l'individu et admet le droit pour les Etats de régler la question de nationalité comme ils l'entendent et d'imposer celle-ci aux individus qu'ils leur plaît en vertu de leur souveraineté ; c'est l'opinion aujourd'hui unanimement soutenue par tous les Etats.

Quoique la nationalité puisse être réglée par le législateur comme il l'entend en vertu de la souveraineté de l'Etat, quelques règles essentielles s'imposent à lui en cette matière afin de n'être pas mis hors de la communauté internationale par les autres Etats et de risquer ainsi de prendre place parmi les pays incivilisés.

Trois règles fondamentales peuvent être dégagées : I. Tout individu doit avoir une nationalité ; II., Il ne doit pas avoir deux nationalités ; III. Il peut changer volontairement de nationalité avec l'assentiment de l'Etat intéressé.

I. Tout individu doit avoir une nationalité

L'idée d'un individu sans nationalité est une singularité juridique, c'est une idée aussi étrange que celle d'un bien sans maître. De la nationalité découlent en effet de nombreuses charges, par exemple le service mili-

1. *Comentarios al Código civil venezolano* t. I, p. 59, Caracas.

taire en temps de paix et en temps de guerre, peut-on admettre que certains individus y échappent dans tous les pays parce qu'ils n'ont aucune nationalité ? De plus, la nationalité rattachant l'individu à un certain Etat indique souvent la solution qui doit être donnée en cas de conflit de lois. Enfin la condition des étrangers est largement influencée par la nationalité car dans beaucoup de pays ils peuvent avoir une situation très différente suivant qu'ils sont les ressortissants de tel ou tel autre Etat.

Théoriquement il ne devrait pas exister d'individus sans nationalité, le monde étant divisé en Etats possédant un territoire sur lequel ceux-ci exercent leur souveraineté, les individus appartiennent forcément à un Etat. En pratique il y a encore des individus sans nationalité et leur nombre a été bien plus grand par le passé. A l'origine du « heimatlosat » on relève souvent la méconnaissance par les Etats de leurs obligations internationales.

Voici plusieurs catégories d'individus qui peuvent se trouver dépourvus de nationalité :

1° Les nomades qui ont perdu tout contact avec leur pays d'origine et ignorent souvent eux-mêmes le lieu de leur naissance et leur filiation. En 1910 le gouvernement suisse prit l'initiative d'une conférence européenne pour donner une solution à la question des bohémiens, tziganes et autres, mais son initiative ayant été vue sans enthousiasme par les autres pays il dut renoncer à son projet.

2° Les individus qui, fixés à demeure dans un pays, ne sont pas absorbés dans un temps raisonnable par ce pays qui ne leur donne pas sa nationalité.

3° Les individus déchus de leur nationalité, soit lorsqu'ils partent sans esprit de retour, soit à titre de peine, comme c'est le cas des nombreux réfugiés russes que l'U.R.S.S. ne reconnaît plus. On pourrait faire appel à d'autres peines plus efficaces que la perte de la nationalité. Une modification du droit des gens s'impose sur ce point.

4°) Les individus que leurs lois relèvent de leur allégeance sans se préoccuper s'ils ont acquis réellement une autre nationalité. C'est le cas de certaines femmes qui du fait de leur mariage avec un étranger perdent leur nationalité, alors que leur mari ne leur donne pas la sienne.

Le « heimatlosat » est une situation anormale qui présente de graves inconvénients. « L'heimatlos » cherche à échapper à l'accomplissement de ses devoirs nationaux, principalement le service militaire, et va se fixer dans un pays dont il n'acquiert pas la nationalité afin de se soustraire aux charges que sa nouvelle patrie serait en droit d'exiger de lui. Ainsi il ne sera jamais ressortissant d'aucun pays et dans tous les pays il sera toujours un étranger.

Il serait souhaitable que les Etats prissent des mesures énergiques pour en finir avec cette situation. La solution qui s'impose serait que l'Etat reconnût toujours à l'« heimatlos » sa nationalité primitive tant qu'il ne justifiera pas en avoir acquis une autre, ou bien qu'il lui attribuât d'office la nationalité du pays dans lequel il réside.

II. Aucun individu ne doit avoir deux nationalités.

S'il est inadmissible de voir un individu sans nationa-

lité il est encore plus choquant de le voir en posséder deux ou même plusieurs¹. Déjà Cicéron dans l'« Oratio pro Balbo » disait : « *Duarum civitatum civis esse, nostro jure civile nemo potest* ». Malheureusement le cas est très fréquent et ne peut recevoir de solution positive du fait que la souveraineté de chaque pays est toujours à la base des questions de nationalité. En effet si un individu est réclamé comme national d'après les lois de deux pays distincts, il n'y a aucune raison pour qu'un des pays abdique sa souveraineté en faveur de l'autre et laisse échapper un national.

Le Venezuela a une longue et douloureuse expérience de ces conflits. Nous n'en sommes plus à compter les individus qui, sous l'égide de nationalités étrangères, alors qu'ils étaient en même temps vénézuéliens d'après nos lois, furent toujours mêlés dans les affaires internes du pays, usant de leur nationalité vénézuélienne pour obtenir des charges publiques réservées aux nationaux ou pour se soustraire au service militaire dans leur pays— ils furent nombreux en 1914 — et faisant appel à leur nationalité étrangère pour demander l'intervention diplomatique et accumuler les réclamations contre la Nation, lorsque dans une guerre intestine ils avaient suivi le parti vaincu. Ainsi, misant sur les deux tableaux, ces individus dangereux et répugnants gagnaient à tout coup, ne prenant de chaque nationalité que les bienfaits qu'ils pouvaient en recevoir sans en supporter les dettes.

Comme nous l'avons dit plus haut, on ne peut donner

1. Le souci d'éviter le cumul de nationalités perd cependant chaque jour de l'importance ; la tendance moderne consiste à réglementer le conflit plutôt que de le rendre impossible.

de solution positive à ces conflits, c'est le rôle des traités conclus entre les divers Etats et il serait souhaitable que leur nombre s'intensifiât chaque jour. Cependant pour trancher les conflits de nationalité nous voyons de plus en plus dans la jurisprudence internationale s'affirmer la notion de *nationalité effective*. « Le principe est que la nationalité doit correspondre aux sentiments de l'individu, répondre à ses affinités naturelles, exprimer sa volonté, telle que la dégagent en toute liberté, comme en toute sincérité, la tournure de ses actes et l'orientation de sa vie »¹. Nous voyons donc la jurisprudence internationale limiter le droit des Etats à régler la question de la nationalité comme ils l'entendent en vertu de leur souveraineté : « Bien que la nationalité d'origine soit une nationalité d'attribution, ce n'est pas, en dépit de cette qualification, sur la seule volonté de l'Etat, choisissant à son gré ses ressortissants, mais sur le bien commun international, réclamant la meilleure répartition des hommes entre les Etats »², que doit reposer la construction légale de la nationalité.

La Chancellerie vénézuélienne a toujours soutenu le principe de l'unité de nationalité dans chaque cas d'espèce, soit en attribuant la nationalité vénézuélienne, soit en reconnaissant la nationalité étrangère suivant la justice ou le droit. Il nous suffira de rappeler que lors des nombreux conflits de nationalité suscités par l'intervention des puissances européennes en 1902-1905, chaque fois que le Venezuela a réclamé un individu comme national, les commissions mixtes lui ont donné raison.

1. Paul de La Pradelle. Dans « *La nationalité dans la science sociale et dans le droit contemporain* » publié par l'Institut de Droit comparé, Paris 1933, p. 214, 215.

2. *Ibidem*, p. 215.

Nous avons examiné le cas d'individus possédant deux nationalités imposées par la naissance, nous verrons plus loin un autre cas de double nationalité, celui d'un individu qui a acquis volontairement une autre nationalité sans perdre la sienne primitive.

III — *Tout individu doit pouvoir changer de nationalité.*

Si tout individu doit posséder une nationalité, celle-ci n'est pas définitive en principe et il doit pouvoir en changer au cours de son existence. Autrefois on considérait que l'allégeance était perpétuelle — elle l'était en encore en Russie au XIX^e siècle — mais actuellement tous les pays admettent les changements de nationalité et tous les auteurs de droit international privé sont dans le même sens : ils déclarent que le droit d'acquérir une nouvelle nationalité est un droit inhérent à la personne humaine et ce droit est indéclinable. En effet l'homme a le devoir de rechercher le meilleur rendement de ses facultés physiques et intellectuelles en se plaçant dans le milieu le plus apte à les développer ; si ce milieu se trouve à l'étranger son changement de nationalité est pleinement justifié.

Nous reproduisons ici l'opinion donnée sur la matière par l'avocat vénézuélien Grisanti ¹ : « Le droit de changer de nationalité n'est pas de ceux que la conscience approuve sans examen ; au contraire il faut exposer les raisons de justice qui en sont le fondement pour qu'il obtienne l'assentiment universel. Ce droit peut uniquement se justifier par l'existence de liens puissants

1. Carlos F. Grisauti, *La nacionalidad à la luz de la legislación venezolana*, Caracas, 1915.

entre l'individu et l'Etat dans lequel il se trouve, liens qui le poussent à y acquérir les droits de citoyen grâce auxquels il peut travailler à l'amélioration de la société à laquelle il s'est incorporé ».

Cependant le principe que tout individu peut à sa volonté changer de nationalité doit comporter des restrictions car l'Etat a des devoirs à remplir, et il doit pouvoir compter sur ses nationaux pour mener à bien sa tâche : si tous les nationaux d'un Etat voulaient changer de nationalité en masse, il est évident que celui-ci s'y opposerait très justement. Ceci n'est qu'une hypothèse qui ne se produira probablement jamais, mais en suivant le même principe, nous croyons que l'Etat a le droit de refuser de rompre l'allégeance d'un national dont il est encore en droit d'attendre des services, au moins pendant une certaine période. C'est d'ailleurs le principe adopté par la loi française du 10 août 1927 dont l'article 9 interdit aux Français de se faire naturaliser à l'étranger sans autorisation préalable, tant qu'ils sont encore soumis aux obligations du service militaire.

Une autre restriction au principe, qui est également universellement admise, est que l'Etat n'est jamais obligé d'accepter comme nationaux les étrangers qui ne lui conviennent pas. Il ne suffit pas qu'un individu veuille changer d'allégeance, il faut encore qu'un autre Etat veuille l'agréer, et c'est un droit souverain pour chaque Etat d'agréer ou non tel ou tel autre individu. La volonté de l'individu est donc parfois insuffisante pour changer de nationalité.

La faculté de changer de nationalité doit avoir un corollaire : lorsqu'un individu acquiert une nationalité

étrangère par naturalisation, il doit perdre sa nationalité primitive. La plupart des législations sont aujourd'hui conformes à ce principe, mais il n'en a pas toujours été de même, et, par exemple, la fameuse loi allemande du 22 juillet 1913, plus connue sous le nom de loi Delbrück, était en contradiction flagrante avec le principe que nous venons d'énoncer. L'article 25, alinéa 2 de cette loi était ainsi rédigé : « Ne perd pas sa nationalité, l'Allemand qui avant l'acquisition d'une nationalité étrangère, aura obtenu sur sa demande de l'autorité compétente de son Etat d'origine, l'autorisation écrite de conserver sa nationalité ». Par cette loi l'Allemagne a encouragé ses nationaux à se faire naturaliser à l'étranger et à se mêler à la vie intérieure des autres pays tout en restant secrètement Allemands. L'article 278 du traité de Versailles a obligé l'Allemagne à modifier cette législation. La même question s'est d'ailleurs posée pour l'Italie, mais nous n'avons pas ici le temps de nous y arrêter.

Au Venezuela, la faculté de changer de nationalité est aujourd'hui formellement reconnue, de même que le principe, que lorsqu'un individu acquiert une nationalité étrangère volontairement il doit perdre la sienne primitive, y est respecté, mais avec une légère restriction que nous verrons dans le chapitre de la perte de la nationalité.

Nous en avons fini avec les quelques généralités qu'il était indispensable d'exposer au début et nous abordons maintenant l'étude du droit positif vénézuélien avec le chapitre II qui traitera de la nationalité d'origine.

CHAPITRE II

LA NATIONALITE D'ORIGINE

La nationalité est d'origine ou bien acquise ; la nationalité d'origine est celle que tout individu tient de par les circonstances qui ont entouré sa naissance, la nationalité acquise est celle que se choisit un individu par un changement de nationalité.

La distinction entre nationalité d'origine et nationalité acquise possède son importance, car presque tous les pays réservent certaines fonctions importantes à leurs nationaux de naissance, ou exigent du naturalisé un certain délai avant de pouvoir jouir de certains droits. Ces restrictions sont très compréhensibles car on présume avec raison pouvoir attendre plus de fidélité et de dévouement d'un national de naissance que d'un naturalisé qui peut à tout moment recouvrer sa nationalité primitive ou même, comme nous l'avons vu auparavant, ne pas l'avoir perdue du tout.

La Constitution du Venezuela (la dernière date de 1931) réserve aux nationaux de naissance l'exercice des fonctions officielles les plus importantes telles que : Président de la République (art. 95), membre des Chambres (art. 57 et 61), membre de la Cour Fédérale et de Cassation (art. 118). La nationalité vénézuélienne de

naissance est également nécessaire d'après la loi de Patronat Ecclesiastique (art. 39) pour être nommé évêque ou archevêque par le Congrès de la République ; elle est également exigée par les constitutions fédérales des divers Etats de l'Union pour être élu Président d'un de ces Etats.

Deux systèmes se partagent le monde pour déterminer la nationalité d'origine d'un individu : le « *jus sanguinis* » et le « *jus soli* ».

Le système *jure sanguinis* est basé sur la filiation, l'enfant doit avoir la nationalité de son père, elle lui est transmise par les liens du sang ; on présume que l'enfant veut avoir la même nationalité que son père.

Le système *jure soli* soutient que la nationalité doit être déterminée par le lieu de la naissance ; le lieu où l'enfant a vu le jour, où il a été élevé, est l'élément qui lui donne les qualités que l'on est en droit d'attendre d'un national. L'éducation reçue et le milieu dans lequel se trouvera l'enfant sont au moins aussi capables d'influer sur son tempérament que les liens du sang.

En droit romain a prévalu le système du *jus sanguinis* : quel que fut le lieu de sa naissance, le fils d'un citoyen romain naissait également citoyen romain. Dans la cité antique, fondée sur la famille, la citoyenneté est plutôt un lien aristocratique qu'un lieu de sujétion et par conséquent elle se transmet par la filiation. Dans le monde féodal l'origine du lien d'allégeance est considérée comme quelque chose de territorial, les royaumes prennent la terre pour base et non pas les races, par conséquent le territoire où naît l'enfant le saisit même s'il naît de parents étrangers. L'individu est sujet du souverain qui exerce l'autorité sur le territoire où il est né.

Au XVIII^e siècle le *jus sanguinis* renaît dans l'Etat moderne par réaction contre l'ancien régime et la « féodalité abhorrée »¹. L'homme n'est plus un accessoire de la terre, mais le maître de lui-même et la source du pouvoir. La réaction contre l'ancien régime ramène les hommes au *jus sanguinis* romain sans qu'ils aperçoivent ce qu'il y avait d'aristocratique dans cette conception.

Enfin au XIX^e siècle le *jus soli* reparaît en Amérique, non plus comme un vestige de la féodalité, mais comme une garantie d'indépendance territoriale et comme la source de la liberté nationale et individuelle.

Les discussions entre partisans de chacun des deux systèmes ont été vives et aujourd'hui encore, chaque parti reste sur ses positions. En réalité il y a de la vérité et de l'exagération dans les deux systèmes et chacun d'eux peut doter un pays de nationaux excellents ou déplorables. S'il est exact que l'hérédité du sang peut influencer lourdement sur les sentiments d'un individu et lui communiquer l'amour pour la patrie de ses pères — témoin le nombre d'Alsaciens nés pendant l'occupation allemande qui ont conservé intact leur amour pour la France — il n'en est pas moins vrai que des enfants nés et élevés en pays étranger s'assimilent de telle sorte au milieu où ils sont nés qu'ils en arrivent à oublier la patrie de leurs pères dont le nom devient pour eux un mot creux, vide de sens, au dessous duquel ils ne peuvent placer aucune image et qui ne réveille en eux aucun souvenir. Il est juste d'attribuer à ces enfants la nationalité du lieu où ils sont nés, nationalité

1. Cf. la déclaration faite par Siméon au Tribunat dans Fenet, *Recueil complet des travaux préparatoires au Code Civil*, t. VII, p. 166 et 167.

qui correspond à leurs sentiments et à leurs aspirations.

Il n'y a donc pas, entre ces deux systèmes, de solution possible, le problème est d'ordre politique et pratique beaucoup plus que d'ordre ethnique. Le choix entre ces deux principes n'est pas libre pour les Etats, il leur est commandé par leur situation politique et démographique aux diverses étapes de leur existence. Comme l'a dit l'avocat vénézuélien Grisanti à ce sujet : « Les lois doivent être coupées dans l'étoffe de la justice à la mesure de l'utilité sociale »¹.

Prenons par exemple un pays à forte émigration et à forte natalité qui ne reçoit qu'une immigration infime (Allemagne, Italie, Pologne etc..) il n'a aucun intérêt à assimiler les étrangers qui se trouvent sur son territoire, sa population lui suffit. Par contre il a intérêt à ce que tous les fils de ses ressortissants expatriés conservent la nationalité paternelle, soit pour y faire appel en cas de guerre, soit pour développer ou consolider son influence politique à l'étranger, ou même à cause de l'appoint considérable fourni à la balance des comptes des pays à forte émigration, par les envois réguliers d'argent faits par les émigrés à leurs familles restées au sol natal. Un tel pays sera forcément conduit à adopter le *jus sanguinis* .

Par contre un pays à faible population comme le Venezuela (3.000.000 d'habitants pour 1.110.000 kilomètres carrés) a besoin de faire appel à une immigration étrangère abondante afin de mettre en valeur ses richesses naturelles. Or si le nombre d'étrangers dans le pays devient trop grand, l'indépendance politique du

1. Carlos F. Grisanti, *La nacionalidad a la luz de la legislación venezolana*, Caracas 1915.

pays peut être menacée et c'est pour lui une nécessité vitale d'absorber rapidement les immigrants, les enfants d'immigrants installés dans le pays, ne peuvent donc pas naître étrangers par le système du *jus sanguinis*, car ce serait permettre par le jeu de la protection diplomatique l'instauration d'un véritable régime de Capitulations. Aussi le Venezuela, de même que toute l'Amérique latine, adopte-t-il le *jus soli* afin d'éviter sur son territoire la formation d'îlots étrangers qui nuiraient à l'homogénéité de sa population et formeraient autant de petits Etats à l'intérieur de l'Etat en conservant leur langue, leurs coutumes et leurs lois.

Ainsi donc le Venezuela, dès les premiers jours, a toujours été affilié à la théorie du *jus soli* complétée par le *jus sanguinis* sous certaines conditions. Cependant il présente aujourd'hui cette particularité d'admettre sur le même pied le *jus soli* et le *jus sanguinis* sans aucune condition complémentaire. Cette admission des deux principes dans tout leur absolutisme est particulièrement curieuse et a été nécessitée par les circonstances, ainsi que nous allons le voir dans l'évolution législative que nous retraçons plus bas ; nous croyons qu'elle est particulière au Venezuela et ne se retrouve dans aucun autre pays.

Nous ne remonterons pas jusqu'à l'époque où le Venezuela formait avec la Colombie et l'Equateur actuels la République de Grande Colombie et nous nous contenterons d'examiner la première constitution du Venezuela en tant que pays indépendant.

Cette constitution datée de 1830 proclamait le *jus soli* complété par le *jus sanguinis* à certaines conditions, elle était ainsi conçue :

Article 10. - Sont Vénézuéliens de naissance ;

1°) Les hommes libres nés sur le territoire vénézuélien

2°) Les enfants de père ou mère vénézuéliens nés sur un territoire ayant fait partie de la République de Colombie.

3°) Les enfants nés en pays étranger de parents vénézuéliens absents pour le service de la République ou avec une autorisation expresse de l'autorité compétente.

La Constitution du 18 avril 1857 conserve les cas 1° et 3° de la précédente et ajoute le cas suivant :

Article 8- 3°) Les enfants nés à l'étranger de père ou mère vénézuéliens pourvu qu'ils manifestent leur volonté d'être vénézuéliens.

La Constitution du 31 décembre 1858 introduit pour la première fois le principe du jus sanguinis absolu, c'est à dire sans condition de manifestation de volonté ou de domicile. Mais cette constitution ne dura que jusqu'en 1861 année où fut proclamée la dictature par le général José Antonio Paez. En sa qualité de Chef de l'Armée et de Chef Suprême de la République le général Paez dicta un décret le 10 septembre 1861 qui annulait cette Constitution.

La guerre civile qui avait déjà commencé dans tout le pays vit sa violence s'accroître et se termina enfin par le triomphe du parti qui proclamait la Fédération. Par un décret du général Juan C. Falcon, Président de la Fédération vénézuélienne, furent abrogés tous les décrets à partir du 15 mars 1858 jusqu'au 15 juin 1863. Les lois en vigueur au 15 mars 1858 redevenant obligatoires, c'était donc le retour à la Constitution de 1857.

Nous arrivons à la Constitution de 1864 qui est la première de la Fédération vénézuélienne ; elle était à peu

près semblable à celle de 1857 mais exigeait en outre de la manifestation de volonté, le domicile au Venezuela afin de faire produire ses effets au jussanguinis, et d'autre part elle n'établissait pas de différence entre les nationaux d'origine et les naturalisés, situation qui continua jusqu'à la loi du 3 mai 1882 qui réglementa les droits réservés aux nationaux de naissance. Cette loi fut incorporée à la Constitution de 1893.

Il n'y a pas de changement au principe jusqu'à la Constitution de 1904, où le jus sanguinis absolu réapparaît, conjointement avec le jus soli, sans conditions de domicile ou de manifestation de volonté. Depuis, ce système s'est maintenu dans les Constitutions successives, et la Constitution actuelle qui date de 1931 est ainsi conçue.

« *Article 28.* Sont Vénézuéliens de naissance :

1º) Tous ceux qui naissent sur le territoire de la République.

2º). Les fils de parents vénézuéliens, quel que soit le lieu de leur naissance.

Ainsi le système vénézuélien d'attribution de la nationalité a toujours eu pour fondement le jus soli avec le jus sanguinis, uni à certaines conditions comme complément. Le jus sanguinis absolu était vu avec défaveur parce que c'était le système traditionnel européen toujours allégué par les nations du vieux continent pour soutenir les réclamations de leurs nationaux.

Au commencement du siècle présent la République s'est vue contrainte d'adopter à côté du jus soli le jus sanguinis absolu, dans un moment où les réclamations étrangères affluaient de toutes parts aux commissions mixtes, chargées de connaître des incidents produits

par le blocus des côtes vénézuéliennes (1902-1903). Beaucoup de ces réclamations émanaient d'individus nés à l'étranger de parents vénézuéliens ; en adoptant le jus sanguinis absolu on fermait la porte dans le futur aux réclamations des fils de parents vénézuéliens nés à l'étranger, car en leur donnant la nationalité vénézuélienne ils ne pouvaient faire appel aux tribunaux internationaux.

L'adoption du jus sanguinis absolu a donc été un moyen de limiter dans le futur les réclamations étrangères contre lesquelles un pays faible est souvent mal placé pour se défendre, réclamations fort souvent injustes et qui apparaissent encore plus odieuses lorsqu'elles étaient intentées par des fils de Vénézuéliens. L'adoption de ces deux systèmes dans tout leur absolutisme a cependant le grave défaut d'augmenter considérablement le nombre des conflits de nationalité¹.

Section I

Influence du jus soli

Conformément à l'art. 28 de la Constitution, sont Vénézuéliens : 1^o Tous ceux qui naissent sur le territoire de la République. Ce principe est absolu et ne nécessite aucune condition complémentaire pour l'attribution de la nationalité : le simple fait de la naissance sur le territoire de la République est suffisant et l'acquisition de la nationalité est définitive.

1. Nous avons pensé réserver un chapitre à cette question des conflits de nationalité, malheureusement nous n'en avons pas eu le temps. Cette question a été étudiée par M. Basdevant, *Revue de Droit International Privé*, 1909, p. 41.

Ce principe ne nécessite aucune condition complémentaire dans la législation vénézuélienne, alors que dans d'autres législations comme la française, par exemple, le seul fait de la naissance en France n'est pas suffisant, il faut en outre une des quatre conditions suivantes : 1° Qu'il s'agisse d'un enfant de parents inconnus, et encore cette situation peut n'être que provisoire ; 2° Qu'il s'agisse du fils d'un père né en France ; 3° Que la mère soit française ; 4° Que l'individu né en France de parents étrangers y soit domicilié à sa majorité, et encore il peut répudier la nationalité française.

Le Venezuela admet une exception a son système du jus soli ; elle concerne les enfants des agents diplomatiques accrédités auprès du gouvernement, qui, bien que nés au Venezuela, ne se voient pas attribuer la nationalité vénézuélienne. Cette exception qui se retrouve dans presque tous les pays n'est qu'une règle de courtoisie envers les Etats étrangers. Cette exception n'est cependant pas applicable aux consuls, même aux consuls de carrière, ainsi que le font certains pays.

Enfin l'acquisition de la nationalité « jure soli » est définitive et n'est soumise à aucune condition résolutoire.

Que faut-il entendre par territoire vénézuélien pour l'application du « jus soli » ? Ici se pose la question de l'exterritorialité des navires et des hôtels d'ambassade. Nous ne pouvons nous étendre sur cette question qui appartient au droit international public, nous en dirons quelques mots cependant.

Que faut-il penser d'une naissance à bord d'un bateau national, sera-t-elle assimilée à une naissance en territoire national ? Sur ce point le Venezuela applique les

principes généralement reçus en droit international privé. En pleine mer un navire de guerre ou de commerce ne dépend que des pouvoirs de l'Etat dont il a la nationalité, il est considéré comme faisant partie du territoire national, et une naissance à bord sera considérée comme ayant eu lieu en territoire national. Mais ce principe ne reste plus vrai pour le navire de commerce qui se trouve dans les eaux territoriales ou le port d'un Etat étranger, et une naissance à son bord sera considérée comme ayant lieu en pays étranger. Seul le navire de guerre conservera en tous lieux, ce qu'on appelle à tort, son exterritorialité.

Pour les hôtels d'ambassade, on a longtemps voulu expliquer la franchise qui leur est accordée par la notion d'exterritorialité; l'ambassade était censée être une fraction du pays étranger. On a de plus en plus renoncé à cette idée qui n'est vraie, et encore partiellement, que pour les navires de guerre; pour ce qui est de l'ambassade elle est absolument fausse, aussi une naissance ayant eu lieu dans une ambassade sera considérée comme ayant eu lieu en territoire vénézuélien, sauf l'exception que nous avons vue plus haut en faveur des enfants d'agents diplomatiques. Cette exception est d'ailleurs fondée sur un principe tout à fait différent de celui de l'exterritorialité puisqu'elle est accordée à ces enfants quel que soit le lieu de leur naissance.

Nous arrêtons ici cet examen de l'influence du jus soli au Venezuela qui par son absolutisme, ne présente aucune difficulté pour déterminer la nationalité vénézuélienne.

Section II

Influence du jus sanguinis

D'après l'art. 28 de la Constitution de 1931, sont Vénézuéliens de naissance : 2^o les enfants de parents vénézuéliens quel que soit le lieu de leur naissance. Ce principe également est aujourd'hui absolu et ne nécessite aucune condition complémentaire, mais il ne l'a pas toujours été, ainsi que nous l'avons vu plus haut dans l'étude des Constitutions antérieures, il requérait autrefois une manifestation de volonté, ou des conditions de domicile, afin d'attribuer la nationalité vénézuélienne.

Pour déterminer les conditions d'application du jus sanguinis nous diviserons cette section en quatre paragraphes : enfant légitime, enfant naturel, enfant légitimé, enfant adoptif. Il est entendu que nous nous plaçons désormais dans le cas d'enfants nés à l'étranger, c'est-à-dire pour lesquels le jus soli ne joue pas.

§ 1^o) *Enfant légitime*

Quoique le texte emploie le mot parents, c'est un principe bien établi que le législateur n'a pas pu vouloir exiger la nationalité vénézuélienne chez les deux parents et qu'il n'a pris en considération que celle du père en vertu de la suprématie du mari dans le mariage. Ainsi le fils d'un Vénézuélien est Vénézuélien quelle que soit la nationalité de sa mère ; en sens contraire le fils légitime d'un étranger n'est pas Vénézuélien même si sa mère est Vénézuélienne.

Nous pensons que le législateur n'a pris en considération que la nationalité vénézuélienne du père mais qu'il a employé le mot parents parce qu'en fait l'étrangère mariée à un Vénézuélien devient toujours Vénézuélienne, et ainsi le fils d'un vénézuélien se trouvera avoir toujours des parents Vénézuéliens. Il ne peut y avoir qu'une exception à cette situation, c'est le cas d'un étranger marié qui viendrait à se naturaliser vénézuélien et qui aurait un fils postérieurement à sa naturalisation ; dans ce cas l'enfant pourrait se trouver avoir un père Vénézuélien et une mère étrangère. Le législateur n'a probablement pas envisagé cette hypothèse lorsqu'il a employé le mot parents. En tout cas la Chancellerie vénézuélienne a une opinion bien établie et elle se borne à examiner la nationalité du père : s'il est Vénézuélien son fils légitime l'est aussi, s'il est étranger son fils n'est pas Vénézuélien.

Examinons maintenant à quel moment doit s'apprécier la nationalité du père.

Si le père vient à changer de nationalité, c'est au moment de la naissance qu'il faut se placer puisque le texte vise les Vénézuéliens de naissance. La perte par le père de la nationalité vénézuélienne postérieurement à la naissance ne peut influencer sur la nationalité de l'enfant : en sens contraire l'acquisition de la nationalité vénézuélienne postérieurement à la naissance ne peut conférer cette nationalité à l'enfant.

Si le changement de nationalité se place entre la conception et la naissance plusieurs systèmes peuvent être proposés a) L'enfant prend la nationalité du père au moment de la conception. Ce système est le plus logique étant donné les arguments par lesquels on justifie le

« jus sanguinis ». b) L'enfant peut choisir entre les deux nationalités en vertu de la maxime « *infans conceptus pro nato habetur quoties de ejus commodis agitur* ». c) Enfin l'enfant prend la nationalité du père au moment de la naissance. Ce système est celui qui a le plus de partisans et il l'emporte dans la pratique de la Chancellerie vénézuélienne ; il a surtout l'avantage de la commodité car il évite des recherches de nationalité antérieures à la naissance.

Pour les enfants posthumes on suit la nationalité du père au moment du décès.

§ 2º) *Enfant naturel.*

Tant que la filiation de l'enfant n'est pas légalement établie, le « jus sanguinis » ne peut pas jouer pour lui, il est alors enfant de parents inconnus, et s'il est né à l'étranger, la nationalité vénézuélienne ne peut lui être attribuée d'aucune façon.

Si la filiation est établie au regard du père seulement, ou au regard des deux parents dans le même acte, il n'y a aucune difficulté et l'enfant prend la nationalité vénézuélienne de son père. Si le père est étranger l'enfant n'est pas Vénézuélien.

Par contre si l'enfant n'est reconnu que par sa mère vénézuélienne que faut-il décider ? Si l'on accepte le même principe que pour les enfants légitimes il faudrait conclure que l'enfant ne peut être Vénézuélien. La doctrine et la jurisprudence sont pourtant unanimes à déclarer que l'enfant dont la filiation n'est établie qu'au regard de sa mère est Vénézuélien. En effet la Constitution de 1864 déclarait : « Sont Vénézuéliens

les fils de père ou mère Vénézuéliens » ; or la jurisprudence appliquait ce texte de la façon suivante : le père donne la nationalité vénézuélienne à son fils légitime et à son fils naturel lorsqu'il l'a reconnu en premier, ou en même temps que la mère ; la mère ne donne sa nationalité qu'à son fils naturel lorsqu'elle l'a reconnu en premier. La Constitution de 1904 a voulu accorder la nationalité vénézuélienne à un plus grand nombre de personnes il serait donc illogique de diminuer le nombre des Vénézuéliens en refusant le droit à la nationalité aux enfants qui ne sont reconnus que par leur mère. La Constitution de 1904 n'a pas pu refuser aux enfants naturels un droit qui leur était déjà reconnu ou alors elle aurait été à l'encontre de son but qui était d'augmenter le nombre des nationaux.

D'autre part on fait remarquer qu'étant donné que le fils naturel qui n'est reconnu que par sa mère, n'a pas d'autre famille qu'elle, que la mère remplit auprès de lui les devoirs que le père naturel n'a pas pu, ou n'a pas voulu assumer, il est juste que l'enfant ait droit à la nationalité de sa mère.

Si la filiation a été établie au regard du père et de la mère par deux actes successifs, l'enfant conserve la nationalité de celui qui l'a reconnu en premier lieu si ce parent est Vénézuélien. Si ce parent est étranger l'enfant n'est pas Vénézuélien. Il ne faut pas dire, comme certains auteurs que l'enfant prend alors la nationalité du parent étranger qui l'a reconnu en premier, car il ne dépend pas du Venezuela d'attribuer à l'enfant une nationalité étrangère ; celle-ci ne peut découler que de la loi étrangère elle-même qui est libre de lui octroyer ou non sa propre nationalité.

Au cas où les parents changent de nationalité entre la conception et la naissance, on applique les mêmes règles que pour les enfants légitimes.

Si la reconnaissance n'a lieu qu'après la majorité de l'enfant, elle n'a plus aucun effet sur la nationalité de celui-ci qui garde celle qu'il avait primitivement.

Si les parents ont changé de nationalité entre la naissance et la reconnaissance, l'enfant aura la nationalité des parents au moment de la naissance : en effet la reconnaissance est un acte purement déclaratif qui a un effet rétroactif.

Enfants adultérins ou incestueux.

En principe l'enfant adultérin ou incestueux ne peut être reconnu (art. 233 du Code civil), mais leur filiation peut être établie à la suite d'une instance judiciaire. Dans une action en désaveu de paternité, la filiation adultérine peut être établie à l'égard de la mère adultère et dans ce cas l'enfant adultérin aura la nationalité de sa mère.

La filiation incestueuse peut se trouver établie par une sentence annulant un mariage pour cause d'inceste et dans ce cas le fils suit la nationalité du père.

§ 3º) Enfant légitimé.

Deux opinions peuvent être soutenues : La légitimation n'a pas d'influence sur la nationalité, ou bien la légitimation confère la nationalité du père lorsqu'elle intervient avant la majorité de l'enfant.

La première opinion conduirait à admettre que l'enfant qui a d'abord été reconnu par sa mère garderait

la nationalité qu'elle lui a donnée, malgré la légitimation intervenue postérieurement ; c'est exactement la solution donnée pour les enfants naturels qui sont reconnus dans des actes séparés.

Nous préférons la seconde opinion qui assimile les enfants légitimes aux enfants légitimés puisque d'après le Code civil (art. 248 et 250) la légitimation fait de l'enfant légitimé un enfant légitime à tous égards. Il nous paraît donc plus exact de dire que l'enfant légitimé devient ou reste Vénézuélien si son père est Vénézuélien, et qu'il devient ou reste étranger si son père est étranger, même s'il avait été reconnu antérieurement par sa mère vénézuélienne.

Il est entendu qu'il s'agit d'une légitimation intervenue durant la minorité de l'enfant, car l'enfant majeur ne peut avoir sa nationalité exposée à des modifications par la seule volonté de ses parents.

§ 4º) *Enfant adoptif.*

L'adoption n'influe pas sur la nationalité de l'adopté, elle n'est une cause ni d'acquisition ni de perte de la nationalité vénézuélienne. Cette solution est naturelle, car l'adoption n'établit ni ne déclare la filiation, c'est une simple fiction légale : l'enfant reste dans sa famille antérieure et il n'a que des liens fictifs de filiation à l'égard de l'adoptant. La plupart des législations étrangères dénie à l'adoption un effet quelconque sur la nationalité, sauf la Chine, l'Esthonie, le Japon, la Lettonie et la Pologne, qui font acquérir à l'adopté la nationalité de l'adoptant.

Ainsi dans toute cette question des effets du « *jus*

sanguinis » nous nous trouvons en face d'une lacune de textes vraiment regrettable. Comment en effet avec un seul article donner des solutions à tant de questions controversées ? La jurisprudence a dû remédier à cette insuffisance en appliquant les solutions les plus généralement admises en droit international, solutions que l'on peut parfois dégager de l'évolution législative. Une loi, fixant clairement les divers cas de nationalité, serait la bienvenue, particulièrement à propos des enfants illégitimes.

CHAPITRE III

LA NATURALISATION

La naturalisation est une mesure purement gracieuse par laquelle un Etat consent à donner sa nationalité à l'étranger qui en fait la demande. Elle est un mode d'acquisition de la nationalité, dont le trait principal réside dans son caractère purement consensuel. En effet, à la différence de la nationalité d'origine, l'Etat ne peut pas imposer la naturalisation à un individu, il ne peut que l'accorder à celui qui en fait la demande¹. On a parfois voulu y voir une sorte de contrat qui suppose la volonté réciproque de l'étranger qui la demande et de l'Etat qui l'accorde, mais, ainsi que le dit M. Niboyet² « une faveur sollicitée ne peut devenir le résultat d'un contrat par cela seul qu'on l'a obtenue ».

La naturalisation produit un double effet : elle fait acquérir une nationalité nouvelle et fait perdre l'ancienne.

L'art. 29 de la Constitution vénézuélienne renferme deux sortes de naturalisation : une naturalisation privilégiée et une naturalisation ordinaire.

1. L'avant projet rédigé par M. Rudstein pour la conférence de La Haye de 1930 portait (art. 6). « La naturalisation ne doit jamais être conférée à un étranger sans qu'il en ait manifesté la volonté ou du moins sans qu'il lui soit permis de la refuser ».

2. *Manuel de Droit International privé*, 2^e éd. p. 160, note 1.

« *Art. 29.* Sont Vénézuéliens par naturalisation :

1^o) Les enfants majeurs de père ou mère Vénézuéliens par naturalisation, nés hors du territoire de la République s'ils établissent leur domicile dans le pays, et manifestent leur volonté d'être Vénézuéliens.

2^o) Les individus nés ou qui naîtront dans les Républiques ibéro-américaines, à condition qu'ils aient fixé leur résidence sur le territoire de la République et manifestent leur volonté d'être Vénézuéliens.

3^o) Les individus naturalisés conformément à la loi de naturalisation.

4^o) L'étrangère mariée à un Vénézuélien, aussi longtemps que durera le mariage, et à sa dissolution si dans le délai d'un an elle manifeste sa volonté de continuer à être Vénézuélienne ».

Les deux premiers paragraphes sont des naturalisations privilégiées, le troisième est une naturalisation ordinaire et nous examinerons le quatrième dans le chapitre consacré à l'influence du mariage.

Section I

Naturalisation privilégiée

Nous avons séparé les deux premiers cas de naturalisation envisagés par l'art. 29 de la Constitution et les appelons naturalisations privilégiées, car il n'y est exigé aucune condition de stage dans le pays, ainsi qu'il arrive dans la naturalisation ordinaire. Certains auteurs ont voulu y voir une acquisition de la nationalité par bienfait de la loi, mais nous ne partageons pas cette opinion pour plusieurs raisons. D'abord l'acquisition de la

nationalité par bienfait de la loi suppose une acquisition automatique par la volonté de la loi, or dans les cas que nous envisageons, l'acquisition n'est pas automatique, elle est soumise au consentement de l'individu qui se trouve réunir certaines conditions, l'Etat ne peut pas refuser la nationalité (en principe du moins) à l'individu qui l'acquiert automatiquement, alors que nous pensons que la naturalisation privilégiée n'est jamais un droit pour l'individu et que l'Etat est libre de la refuser ou de l'accorder tout comme une naturalisation ordinaire. Enfin la naturalisation privilégiée n'est jamais qu'une naturalisation, c'est à dire ne confère pas la nationalité d'origine, alors que le bienfait de la loi donne la nationalité d'origine.

Le paragraphe 1 de l'art. 29 de la Constitution offre une naturalisation privilégiée — sans condition de stage dans le pays — aux enfants majeurs nés à l'étranger, de parents qui se font naturaliser Vénézuéliens. Le changement de nationalité des parents ne peut avoir aucune influence sur la nationalité des enfants lorsqu'il survient après la majorité de ceux-ci ; en conséquence le Venezuela se limite à leur faciliter l'accès de la nationalité déjà acquise par leurs parents, et dans ce but, il n'exige d'eux que le domicile dans le pays et la volonté de devenir Vénézuéliens.

Une seule question se pose à propos du cas que nous examinons : suivant quelle loi doit être appréciée la majorité de l'enfant ? Est-ce sa loi nationale ou bien la loi vénézuélienne qui déterminera sa majorité ? On peut soutenir que c'est sa loi nationale puisque tant que la naturalisation n'est pas intervenue l'individu reste étranger, or les étrangers sont soumis à leur loi nationale

en ce qui concerne l'état et la capacité. L'autre opinion est préférable, et il vaut mieux dire que la loi vénézuélienne doit seule être prise en considération pour déterminer la majorité. En effet l'individu majeur d'après sa loi nationale, pourrait devenir mineur d'après la loi vénézuélienne une fois qu'il aura été naturalisé et il ne pourrait pas jouir des droits qui lui sont accordés par sa nouvelle nationalité. D'autre part, puisqu'il s'agit de l'attribution de la nationalité vénézuélienne, c'est à la loi vénézuélienne qu'il faut se rapporter pour déterminer la majorité puisque la nationalité touche au droit public du Venezuela et il ne peut dépendre d'une loi étrangère de déterminer quels sont nos nationaux.

Le paragraphe 2, offre une naturalisation privilégiée aux individus nés dans les Républiques ibéro-américaines ; nous voyons là, l'expression du sentiment de solidarité qui unit les nations de l'Amérique latine, solidarité née dans les sacrifices faits pour obtenir une vie indépendante et entretenue aujourd'hui par une communauté de langue, de race et d'aspirations. Remarquons le libéralisme qui empreint cette disposition puisque le domicile n'est plus exigé, contrairement au cas précédent, et une simple résidence au Venezuela, unie à la naissance dans une République ibéro-américaine, suffit à conférer la nationalité vénézuélienne à l'individu qui en fait la demande.

L'art. 30 de la Constitution déclare que la manifestation de volonté prévue à l'article précédent, se fera devant le « Registrador principal » (fonctionnaire chargé d'enregistrer les actes qui lui sont soumis) du lieu où l'impétrant établira son domicile. Le Registrador, après avoir pris note de la manifestation de volonté sur le

registre, en envoie une copie à l'Exécutif Fédéral (Président de la République) qui la fera publier dans la *Gazette Officielle*. La nationalité ne sera acquise qu'autant que cette publicité aura été faite.

Ce qu'il y a de curieux dans ces dispositions, c'est que la loi n'exige aucune preuve de la situation, de l'honorabilité ou de la bonne conduite du candidat à la naturalisation. Evidemment l'Exécutif Fédéral conserve toujours la possibilité de ne pas faire droit à la demande en refusant la publication dans la *Gazette Officielle*, mais il n'est pas toujours bien placé pour apprécier les antécédents de l'individu, et il serait préférable d'exiger de lui, les mêmes justifications que l'on demande à ceux qui veulent profiter de la naturalisation ordinaire. Une telle mesure n'entacherait en rien la libéralité de la loi et constituerait une protection pour l'Etat, qui risque d'admettre dans son sein, en leur donnant sa nationalité, quantité d'individus indésirables.

Section II

La naturalisation ordinaire

La libéralité qui inspire notre loi de naturalisation obéit au désir d'attirer et de favoriser l'immigration étrangère, en lui offrant la nationalité d'un pays neuf, riche et agréable comme le Venezuela. Cette loi a subi quelques modifications en 1928 exigées par les bouleversements tant économiques que sociaux survenus au lendemain de la guerre de 1914. Avant cet événement, l'émigration qui se produisait du vieux continent vers

l'Amérique, n'avait pour cause que l'excès de population des pays vieux, elle était composée en majeure partie de travailleurs de la terre, d'hommes sains, qui allaient chercher du travail honnête et un genre de vie sûr et commode que leur patrie surpeuplée ne pouvait plus leur offrir. Mais la guerre a tout changé ! La crise qui bouleverse le monde n'est pas seulement une crise économique, mais c'est aussi, il faut bien le dire, une crise de moralité. Ainsi que l'a dit M. Herriot ¹ : « Le désordre matériel qui a succédé à la guerre, le chaos économique qui a bouleversé les anciennes vérités, qui jette les peuples les uns contre les autres, et dont nous ne savons pas comment il se terminera, ce chaos, vous savez bien qu'il a gagné l'ordre moral. Vous savez bien que ce désordre a pénétré dans les consciences. Il y a partout un effort pour s'évader de la loi internationale, de la loi nationale ». Le désordre économique, les luttes de classes et la surproduction qui engendre le chômage, ont aigri les esprits ; la sélection impitoyable opérée parmi les travailleurs par le ralentissement des affaires, laisse sur le pavé quantité d'ouvriers — surtout ceux qui ne sont pas spécialisés — qui en face des nécessités de la vie, sont prêts à se lancer dans des aventures délictueuses et constituent des facteurs de troubles pour les pays qui les reçoivent ; l'Amérique latine, pays neuf et encore inexploité, est un champ tout désigné à leur activité néfaste. C'est contre ce danger que l'Etat doit se prémunir en fermant son territoire à ces éléments indésirables par une réglementation sévère de l'immigration et une application circonspecte de la naturalisation.

1. Discours prononcé à la Chambre des Députés en 1932.

Notre loi de naturalisation, qui porte la date du 13 juillet 1928, marque un léger progrès sur la loi antérieure du 24 mai 1913 qui ouvrait trop facilement l'accès de la nationalité vénézuélienne ; elle reste cependant, à notre avis, encore trop libérale, n'exigeant pas un stage assez long sur le territoire national, et ne prenant pas en considération les antécédents de l'impétrant, ainsi que nous allons le voir. Evidemment cette libéralité obéit au désir d'assimiler rapidement les étrangers, mais ce but ne devrait jamais être atteint au détriment de la qualité des nationaux.

§ 1^o) *Conditions de la naturalisation.*

La loi du 13 juillet 1928 se conforme au principe essentiel qui a inspiré toutes les lois antérieures, en faisant du domicile sur le territoire vénézuélien une condition *sine qua non* pour l'obtention de la naturalisation ; cette loi de même que les antérieures, sauf celle de 1865, est assez complète et assez claire.

La Constitution (art. 29 § 3) déclare Vénézuéliens par naturalisation « les étrangers ayant obtenu une carte de naturalisation conformément à la loi ». Voici ce que dit la loi :

Art. 1. — Les étrangers domiciliés, et ayant résidé pendant deux ans sur le territoire de la République, peuvent adresser une demande de naturalisation. Cette période de deux ans ne sera pas exigée de ceux qui auront rendu des services importants au Venezuela ou à l'humanité, ni de ceux qui ont épousé des femmes vénézuéliennes, ou sont venus au Venezuela comme immigrants sous contrat avec le gouvernement national ».

L'art. 2 détermine la procédure à suivre et les conditions nécessaires pour obtenir la naturalisation.

« *Art. 2.* L'étranger qui désire être naturalisé doit s'adresser directement au Pouvoir Exécutif Fédéral, par l'intermédiaire du Ministre de l'Intérieur, du Président de l'Etat ou du gouverneur du territoire fédéral sur lequel il réside, au moyen d'une pétition exprimant sa promesse de fidélité à la Constitution et aux lois de l'Union, accompagnée d'un acte authentique indiquant :

1°) Qu'il remplit les conditions de l'article premier.

2°) Qu'il est âgé de plus de vingt et un ans et majeur d'après les lois de son pays.

3°) Son état, profession et moyens d'existence licites.

4°) Le nombre d'enfants mineurs, légitimes ou naturels, sur lesquels il exerce la puissance paternelle ou la tutelle.

Paragraphe spécial— La femme mariée ou séparée de corps présentera en outre l'autorisation maritale ou judiciaire, suivant le cas, et l'incapable, l'autorisation du tuteur et de l'autorité judiciaire, en conformité avec les lois de leur ancienne nationalité respective ».

Examinons l'article 1 ; la première partie de cet article appelle une critique, en effet la résidence de deux ans ¹ qui y est exigée est nettement insuffisante à un double point de vue. Elle est insuffisante au point de vue de l'individu qui ne peut en un laps de temps aussi court s'assimiler aux coutumes du pays et en adopter la mentalité, au point de vue du pays qui ne peut apprécier en deux ans la sincérité de sentiments et le loyalisme de l'individu qui demande sa nationalité. Un laps de trois

1. Elle n'était que d'un an avant 1928.

ans devrait être considéré comme un minimum. Ce stage réduit répond à la nécessité d'assimiler rapidement un grand nombre d'étrangers, mais il ne faut pas oublier que mieux vaut un petit nombre de bons nationaux qu'une foule de ressortissants de qualité douteuse.

La seconde partie de l'art. 1 prévoit trois exceptions pour lesquelles on n'exigera pas le stage de deux ans. D'abord les étrangers ayant rendu un service important au Venezuela ou à l'humanité. Cette disposition révèle une confiance bien imprudente en certains individus qui quoiqu'ayant rendu des services importants, peut-être par l'effet du hasard, peuvent être affligés d'antécédents peu recommandables. On devrait exiger un an de résidence, comme le fait la loi française de 1927. D'autre part, quel sera le critérium appliqué pour juger de l'importance des services rendus ? La loi n'en fixe aucun. Il est vrai que ce critérium est difficile à fixer, mais il n'en reste pas moins qu'une notion aussi abstraite peut donner lieu à des décisions fort arbitraires.

La seconde exception est faite en faveur des étrangers ayant épousé une Vénézuélienne ; le législateur espère que la femme amènera son mari à se naturaliser et à s'établir sur le territoire de la République. Si cet espoir reste fort souvent une illusion, nous n'en croyons pas moins que dans ce cas l'absence de stage se trouve justifiée, la femme pouvant avoir une influence telle sur son mari, qu'elle le pousse à adopter sa patrie natale.

La troisième exception, établie en faveur des immigrants venus sous contrat avec le gouvernement, ne fait que hâter la naturalisation puisque le contrat d'immigration prévoit toujours une résidence suffisante.

Voyons maintenant l'art. 2 ; il exige un acte authentique

indiquant : 1° Que l'étranger se trouve dans un des cas que nous venons d'examiner. 2° Qu'il est âgé de plus de 21 ans et majeur suivant sa loi nationale ; ici la loi a évité toutes les contestations qui peuvent surgir à propos de la loi applicable pour apprécier la majorité, comme nous l'avons vu pour la naturalisation privilégiée et elle exige la majorité d'après la loi vénézuélienne — 21 ans — et la majorité d'après la loi du pays d'origine. Cette solution est originale car en matière de nationalité un Etat n'a pas à prendre en considération une loi étrangère. En exigeant que l'individu soit majeur pour pouvoir se faire naturaliser, la loi vénézuélienne est conséquente avec le principe qui veut que la naturalisation soit un acte purement personnel, qui suppose une volonté libre et expressément manifestée, ce qui n'est pas le cas dans les législations qui permettent la naturalisation des mineurs par l'intermédiaire de leur représentant légal.

Malheureusement la loi n'est plus conséquente avec le principe que nous venons d'exposer, lorsque dans le paragraphe spécial elle admet la naturalisation de l'incapable autorisé par son tuteur. Le Code civil vénézuélien entend par incapables, le faible d'esprit, le prodigue et parfois, le sourd-muet et l'aveugle (art. 438 et suivants) ; or si le droit à la naturalisation ne peut être contesté pour le prodigue, le sourd-muet ou l'aveugle, capables d'une volonté personnelle, il nous semble excessif de l'accorder au faible d'esprit, à la volonté duquel le tuteur aura très probablement substitué la sienne propre. La naturalisation est un acte grave, pour lequel la volonté de l'individu ne devrait jamais pouvoir être remplacée par celle des représentants légaux, qui peuvent avoir des intérêts opposés ou différents de celui de l'incapable.

Remarquons encore, que dans le paragraphe spécial la loi nationale de l'individu est prise en considération pour déterminer la façon dont doit être donnée l'autorisation maritale ou judiciaire, ou l'autorisation du représentant légal. Cette solution est conforme au principe qui veut qu'en matière d'état et de capacité ce soit la loi nationale de l'individu qui s'applique, mais elle n'en est pas moins curieuse, car en matière de nationalité ce principe s'efface devant celui de la souveraineté nationale et la plupart des Etats appliquent jalousement leur loi propre.

Le paragraphe 3 de l'art. 2 se contente d'exiger des preuves authentiques de l'état, la profession et les moyens licites d'existence dont dispose l'individu. Ce paragraphe, qui répond au besoin de l'Etat de se prémunir contre des individus indésirables, n'est pas complet et devrait exiger en outre une attestation en bonne et dûe forme des antécédents honnêtes de l'individu, et de sa bonne conduite dans les pays où il aurait résidé antérieurement; une personne peut en effet disposer de moyens licites d'existence, tout en ayant des antécédents déplorables et une conduite peu recommandable.

Nous aurons à nous occuper du § 4, qui traite des enfants mineurs du naturalisé, avec les effets de la naturalisation.

§ 2º.) *Procédure à suivre.*

L'art. 2 de la loi du 13 juillet 1928 prévoit une demande adressée directement à l'Exécutif Fédéral (le Président de la République) par l'intermédiaire du Ministre de l'Intérieur ou du Président de l'Etat ou du Gou-

verneur du territoire fédéral sur lequel réside l'étranger. L'Exécutif Fédéral, au vu de la demande et s'il le juge bon, accordera la naturalisation au moyen d'un décret que le Ministre des Affaires Etrangères fera insérer dans un registre spécial. (art.3) Le décret doit être publié dans la *Gazette Officielle*; la nationalité ne sera acquise qu'après cette publication et ne pourra avoir en aucun cas un effet rétroactif (art.5).

§ 3º) *Effets de la naturalisation*

Ainsi que nous venons de le voir, la validité de la naturalisation est subordonnée à l'insertion du décret dans la *Gazette Officielle*; cette insertion marque le point de départ des effets qui ne sont jamais rétroactifs.

La naturalisation a pour effet d'accorder immédiatement au naturalisé les mêmes droits qu'aux Vénézuéliens de naissance (sauf les exceptions relatives à certaines fonctions que nous avons déjà vues), et d'exiger de lui les mêmes devoirs; ces droits et ces devoirs sont énumérés dans les articles 31 et suivants de la Constitution.¹

La naturalisation produit également des effets sur la famille du naturalisé; l'article 4 de la loi de 1928 est ainsi conçu :

« *Article 4.* — Les effets de la naturalisation sont purement individuels, néanmoins :

1º Les enfants mineurs d'une personne naturalisée jouiront des effets de la naturalisation de leur père ou de leur mère jusqu'à leur majorité, et ils continueront à

1. V. *infra*, deuxième partie, titre II, chapitre II, r.

être considérés comme Vénézuéliens, à moins qu'ils ne fassent une déclaration en sens contraire devant le Pouvoir Exécutif Fédéral, ou devant les agents diplomatiques ou consulaires de la République à l'étranger dans l'année qui suivra leur majorité.

2° La femme peut être comprise dans le décret de naturalisation de son mari en signant simplement la demande visée par l'article 2 de la présente loi ».

Le paragraphe 1° consacre le principe admis par l'immense majorité des Etats, à savoir que le changement de nationalité du parent qui a la puissance paternelle entraîne le changement de nationalité de l'enfant mineur. Cette solution est donnée afin de conserver l'unité de nationalité au sein de la famille et c'est un principe de droit positif universel, à savoir que le changement de nationalité d'un mineur peut s'opérer sans son consentement et par la seule volonté de la personne qui exerce sur lui sa puissance. Cependant l'effet collectif de la naturalisation peut présenter de graves inconvénients : il peut se faire qu'un individu naturalisé dans un Etat ait à l'étranger des enfants « pubertati proximi », qui, nés et élevés dans son pays d'origine, ne partagent nullement son désir de changer de patrie, ils vont donc essayer de se soustraire à la nouvelle nationalité qui leur est imposée. C'est afin d'éviter ces difficultés, que le Venezuela admet un tempérament au principe de l'effet collectif de la nationalité et accorde aux mineurs une faculté de répudiation dans l'année qui suivra leur majorité. Cette faculté de répudiation est relativement récente, puisqu'elle a été introduite dans la loi de 1913, alors que la loi antérieure du 25 mai 1882 consacrait l'effet collectif de la naturalisation dans tout son abso-

lutisme, et imposait aux enfants mineurs du naturalisé la nationalité vénézuélienne sans possibilité de répudiation.

A titre de curiosité constatons que l'évolution législative a été exactement contraire en France : en effet l'article 12 du Code civil, abrogé par la loi du 10 août 1927, permettait la répudiation entre 21 et 22 ans, répudiation qui n'est plus admise aujourd'hui. Il est vrai que cette répudiation n'était que théorique, car la pratique de la Chancellerie française la rendait impossible dans la majorité des cas.

Ici encore on peut faire la même remarque que nous avons faite à propos de la naturalisation privilégiée : que faut-il entendre par enfant mineur ; est-ce la loi nationale de celui-ci, ou bien la loi vénézuélienne, qui déterminera la minorité ? Suivant que l'on appliquera l'une ou l'autre loi on peut arriver à des résultats très différents. Supposons en effet un individu majeur d'après sa loi nationale, mais encore mineur d'après la loi vénézuélienne, et dont les parents se font naturaliser Vénézuéliens ; si on applique la loi nationale de cet individu, puisqu'il est majeur le changement de nationalité de ses parents ne produira aucun effet sur la sienne propre, et, seule la naturalisation privilégiée réservée aux majeurs lui sera ouverte. Si au contraire, on applique la loi vénézuélienne, cet individu devra être considéré comme mineur et par conséquent la naturalisation de ses parents lui attribuera la nationalité vénézuélienne immédiatement et avec faculté de répudiation à sa majorité. Ici encore, à notre avis, c'est la loi vénézuélienne qui doit être prise en considération pour déterminer la minorité. Cette solution est d'ailleurs

consacrée par l'article 13 de la Convention de La Haye de 1930, qui est ainsi rédigé : « La naturalisation des parents fait acquérir à ceux de leurs enfants *qui sont mineurs d'après la loi de l'Etat qui accorde la naturalisation* la nationalité de cet Etat ».

Le paragraphe 2^o de l'article 4 déclare que la naturalisation du mari n'aura d'effet sur la nationalité de la femme que si celle-ci y consent. Si le principe de l'effet collectif de la naturalisation (parfois avec quelques tempéraments comme nous l'avons vu pour le Venezuela) reste la règle générale pour les enfants mineurs, il a soulevé au contraire de vives objections en ce qui concerne la femme du naturalisé. Autrefois, on ne faisait aucune différence entre la femme et les enfants mineurs de l'étranger qui obtient la naturalisation : on leur imposait à tous un changement de nationalité ; aujourd'hui les législations des divers pays hésitent entre les solutions les plus diverses. Nous estimons que la solution que donne la législation vénézuélienne est très juste. En effet nous avons vu que seules les personnes en puissance peuvent être contraintes à changer de nationalité sans manifestation de volonté, or la femme s'est émancipée, elle a cessé de plus en plus d'être une incapable, il faut donc lui appliquer le même principe qu'aux personnes capables, à savoir qu'on ne peut lui imposer un changement de nationalité qu'elle n'aura pas préalablement consenti. En effet on peut discuter le principe qui donne à la femme la nationalité du mari par le fait même du mariage, mais on ne peut jamais donner comme argument que cette nationalité lui a été imposée, puisqu'en se mariant la femme a implicitement accepté la nationalité de son mari : elle savait d'avance

le changement de nationalité qu'allait amener son mariage. Mais la situation change complètement lorsqu'une naturalisation du mari survient au cours du mariage, et, le fait de donner à la femme la nouvelle nationalité de son mari, constituerait alors l'imposition d'une nationalité qu'elle n'a pas eu la possibilité de consentir librement et porterait atteinte au droit acquis à la nationalité primitive de son mari, qu'elle tient de par son mariage.

Le Venezuela n'impose donc pas à la femme la nationalité que son mari a acquise au cours du mariage. Afin de conserver l'unité de nationalité dans la famille, la loi se contente d'offrir à la femme une naturalisation rendue extrêmement facile, puisqu'elle peut être obtenue par une simple signature au bas de la demande du mari ; aucune condition de stage, de domicile ou de résidence n'est exigée de la femme. La loi va même plus loin pour faciliter l'acquisition par la femme de la nationalité du mari, puisque l'article 6 prévoit que lorsque le mari est mort au cours de sa demande, sa veuve peut encore obtenir la naturalisation, en signant la requête et à la seule condition que celle-ci remplisse les conditions légales. La mort du mari n'oblige donc pas la veuve à demander la naturalisation de son propre chef et elle peut profiter des conditions de domicile et de stage que remplissait son mari, alors qu'elle-même ne les remplit peut-être pas.

Ces dispositions ont été également introduites par la loi de 1913, alors que la loi de 1882 imposait à la femme la nationalité vénézuélienne que son mari avait acquise par naturalisation.

La loi du 24 mai 1923 offrait également aux enfants

majeurs du naturalisé, la nationalité dans les mêmes conditions que pour la femme mariée, c'est-à-dire en signant simplement la demande; cette disposition a disparu de la loi actuelle parce qu'il n'était pas prudent d'accorder la naturalisation à des majeurs, sans condition de stage ni de résidence, et parce que les enfants majeurs du naturalisé peuvent obtenir déjà assez facilement la nationalité vénézuélienne par la naturalisation privilégiée que leur offre l'article 29 de la Constitution (voir *supra*, section I, p. 35)

Signalons une grave omission de la loi : elle donne la nationalité vénézuélienne avec faculté de répudiation aux enfants mineurs d'un parent naturalisé, mais elle n'envisage pas le cas où ce mineur serait marié. Faut-il lui appliquer la même solution qu'aux mineurs ordinaires et conclure qu'il acquiert la nationalité vénézuélienne avec faculté de répudiation ? Etant donné l'absolutisme de la loi, nous croyons que cette solution lui est applicable, elle est d'ailleurs fort regrettable, d'abord parce que le mineur, du fait de son mariage, devient chef de famille, ne devant plus par conséquent pouvoir changer de nationalité du fait de ses parents, et ensuite parce que son changement de nationalité peut soulever de nombreuses difficultés par rapport à la nationalité de sa femme.

§ 4^o) *Naturalisations frauduleuses*

L'article 9 de la loi de naturalisation déclare, que sera considéré comme frauduleux et atteint de nullité, tout changement de nationalité opéré dans le but de se

soustraire momentanément à certains effets d'une loi. C'est la consécration par un texte légal de la théorie des naturalisations frauduleuses qu'avait dégagée la jurisprudence française. Nous n'insisterons pas sur l'utilité de cette disposition.

CHAPITRE IV

INFLUENCE DU MARIAGE SUR LA NATIONALITE

Le Venezuela consacre le principe qui attribue à la femme la nationalité de son mari. Ce principe, autrefois presque universellement admis, perd du terrain chaque jour du fait des tempéraments qui lui sont apportés sous l'influence de la propagande féministe et, peut-être sera-t-il un jour complètement abandonné. Cette éventualité serait regrettable, car si ce vieux principe n'est plus très logique (il est en effet fondé sur l'idée d'incapacité de la femme mariée qui est aujourd'hui presque abandonnée) il n'en reste pas moins très pratique.

Le législateur a cherché à assurer au sein du ménage une unité de nationalité désirable à de nombreux points de vue. D'abord si les deux époux ont une nationalité différente, la gestion de leurs intérêts patrimoniaux et de leurs rapports personnels risque d'être singulièrement compliquée, puisque c'est la loi nationale des époux qui les régit au point de vue de leur état et de leur capacité. Quelle loi faudra-t-il appliquer si la femme a une nationalité différente de celle de son mari ? Plu-

sieurs systèmes ont été proposés¹, nous ne pouvons les examiner ici ; la tendance qui paraît l'emporter consiste à faire régir la famille par la loi de son domicile, mais l'unité de doctrine et de législation est loin d'être établie. D'autre part, le mariage étant l'union de deux êtres, une union totale qui doit, provoquer une communauté de sentiments et d'aspirations pourquoi laisser subsister une cause de désunion et de mésintelligence ? Le défaut de communauté de nationalité, risque d'engendrer entre les époux des frottements douloureux qui peuvent avoir leur répercussion sur les enfants communs, et est contraire au but même du mariage qui tend à assurer une union aussi étroite que possible. La disparition de ce principe n'est donc pas souhaitable.

Nous étudierons l'influence du mariage sur la nationalité vénézuélienne en deux sections : mariage d'une étrangère avec un Vénézuélien et mariage d'une Vénézuélienne avec un étranger.

Section 1

Mariage d'une étrangère avec un Vénézuélien

Le paragraphe 4 de l'article 29 de la Constitution, range parmi les Vénézuéliens par naturalisation : l'étrangère qui épouse un Vénézuélien ; à la dissolution du mariage elle peut continuer à être Vénézuélienne si elle en manifeste la volonté dans le délai d'un an. L'article 21 du Code civil s'exprime dans les mêmes termes,

1. V. Calbairac. *Traité de la nationalité de la femme mariée*, p. 363. Paris, 1929.

et ajoute que la manifestation de volonté s'effectuera par devant le « Registrador principal » du domicile de la femme.

§ 1^o) *Effets sur la nationalité de la femme.*

Deux choses attirent l'attention dans les articles précités : d'abord remarquons que le mariage avec un Vénézuélien donne à l'étrangère la nationalité vénézuélienne par naturalisation alors qu'en général c'est la nationalité d'origine qu'attribuent les autres pays. Cette distinction n'a d'ailleurs pas d'importance dans le cas qui nous occupe, puisque la seule différence entre les nationaux d'origine et les naturalisés consiste dans l'inéligibilité de ces derniers à certaines fonctions, or ces fonctions ne sont jamais accessibles aux femmes.

Remarquons ensuite que la femme perd la nationalité acquise par le mariage, si, dans le délai d'un an après la dissolution, elle n'a pas manifesté sa volonté de continuer à être Vénézuélienne. C'est là une procédure inverse de celle qui est généralement suivie dans les autres pays qui conservent à la femme la nationalité acquise par le mariage sauf manifestation de sa part pour recouvrer sa nationalité primitive.

Le législateur a estimé que par le fait du mariage la femme a acquis volontairement la nationalité de son mari, mais seulement pour la durée du mariage et, une fois celui-ci dissous, rien ne fait présumer qu'elle désire garder cette nationalité. Ce système est très défendable, cependant nous préférons le système contraire qui nous paraît plus conforme à la volonté présumée de la femme et soulève moins de difficultés. En effet, la loi déclare

que la manifestation de volonté, exigée de la femme pour conserver la nationalité de son mari, doit avoir lieu devant le « Registrador principal » du domicile de la femme, or cette manifestation peut être rendue impossible lorsque le domicile légal se trouve à l'étranger. La loi aurait dû prévoir la possibilité de faire cette manifestation devant les agents diplomatiques de la République à l'étranger.

D'autre part, ce système peut conduire à rendre la femme « heimatlos », puisque la loi retire la nationalité vénézuélienne, sans s'assurer si la femme conserve ou reprend sa nationalité primitive d'après sa loi nationale.

§. 2º) *Effets sur la nationalité des enfants*

L'article 8 de la loi de naturalisation règle la question de la nationalité des enfants que la femme aurait eus antérieurement au mariage.

« Les enfants mineurs étrangers, nés d'une étrangère qui se marierait avec un Vénézuélien, acquerront et perdront avec leur mère la nationalité vénézuélienne conformément au numéro 4 de l'article 29 de la Constitution, mais ils auront le droit d'opter pour l'une ou l'autre des deux nationalités par une simple manifestation faite devant les autorités dans l'année qui suivra leur majorité ».

Ainsi les enfants mineurs de la femme qui acquiert la nationalité vénézuélienne par le mariage, ne deviennent pas Vénézuéliens définitivement, mais ils ont un droit d'option à leur majorité. C'est la même solution que donne l'article 4 pour les enfants du naturalisé (voir chapitre III,). Cette solution est logique puisque

le mariage de l'étrangère lui confère la nationalité par naturalisation ; si le mariage conférerait la nationalité d'origine, la solution serait peut-être différente, et les enfants seraient Vénézuéliens d'origine.

Remarquons encore ici que la loi aurait dû faire exception pour les mineurs mariés et ne pas permettre que le mariage de leur mère leur attribuât une nouvelle nationalité.

Quant aux enfants majeurs de l'étrangère mariée à un Vénézuélien, la Constitution leur offre une naturalisation sans condition de stage, pourvu qu'ils établissent leur domicile dans la République et manifestent leur volonté d'être Vénézuéliens (Voir *supra* chapitre III).

Section 2

Mariage d'une Vénézuélienne avec un étranger

L'article 22 du Code civil déclare que :

« La Vénézuélienne qui se marie avec un étranger sera considérée comme étrangère par rapport aux droits propres aux Vénézuéliens, pendant toute la durée du mariage, et à condition qu'elle acquière la nationalité du mari par le fait du mariage ».

Ainsi la Vénézuélienne mariée à un étranger perd sa nationalité, sauf lorsque la loi du mari ne lui donne pas la nationalité de celui-ci. Cette disposition est édictée dans le but de ne pas rendre la femme « heimatlos », comme le font quelques législations, qui font perdre à la femme sa nationalité par le seul fait de son mariage avec un étranger, sans se préoccuper si celui-ci lui donne sa nationalité.

Lorsque la loi du mari donne à la femme la nationalité de celui-ci, la Vénézuélienne perd sa nationalité. Cette solution est la contrepartie de la disposition qui attribue la nationalité vénézuélienne à l'étrangère mariée à un Vénézuélien.

A vrai dire on peut soutenir qu'il n'y a pas en réalité perte de la nationalité, puisque le texte ne parle que d'une perte des « droits propres aux Vénézuéliens » ; cependant nous préférons dire qu'il y a perte de la nationalité, d'abord parce que la distinction entre les droits propres aux Vénézuéliens et la nationalité vénézuélienne n'est que théorique, pratiquement elle aboutit au même résultat, et ensuite parce que l'article 7 de la loi de naturalisation déclare que « la nationalité vénézuélienne se perd par l'acquisition pleine et volontaire d'une autre nationalité », or l'acquisition de la nationalité étrangère par le mariage est bien une acquisition volontaire ainsi que nous l'avons vu par ailleurs.

A la dissolution du mariage la femme reprend immédiatement et automatiquement sa nationalité. Remarquons que la loi ne prévoit aucune manifestation de volonté pour le cas où la femme voudrait garder la nationalité de son mari et que la perte de sa nationalité a lieu immédiatement.

Le mariage d'une Vénézuélienne avec un étranger, ne produit aucun effet sur la nationalité des enfants que la femme aurait eus antérieurement au mariage.

CHAPITRE V

PERTE DE LA NATIONALITE ET REINTEGRATION

La législation vénézuélienne connaît cinq cas de perte de la nationalité :

1° La Vénézuélienne qui se marie avec un étranger, perd la nationalité vénézuélienne, chaque fois qu'elle prend la nationalité du mari d'après la loi de celui-ci. Cette nouvelle nationalité n'est pas rétroactive et ne produit d'effets qu'à partir du mariage ; pour tous les actes antérieurs, la femme sera vénézuélienne.

La réintégration dans la nationalité vénézuélienne se produit automatiquement par la dissolution du mariage, sans besoin de manifestation de la part de la femme.

2° L'étrangère mariée à un Vénézuélien perd la nationalité vénézuélienne qu'elle a acquise par le mariage, un an après la dissolution de celui-ci, si dans ce laps de temps elle n'a pas fait la manifestation en sens contraire que nous avons vue au chapitre précédent.

3° Peuvent également perdre la nationalité vénézuélienne, les enfants mineurs d'une personne naturalisée et les enfants mineurs de l'étrangère qui se marie-

rait à un Vénézuélien, s'ils en manifestent la volonté dans l'année qui suivra leur majorité.

4° Les changements territoriaux qui peuvent subvenir, sont une cause de perte de la nationalité vénézuélienne, aussi bien que d'acquisition de celle-ci. Nous verrons plus loin cette question à laquelle nous avons consacré un paragraphe dans l'Appendice.

5° Enfin, l'art. 7 de la loi de naturalisation déclare que « la nationalité vénézuélienne se perd par l'acquisition pleine et volontaire d'une autre nationalité ; le Vénézuélien naturalisé à l'étranger qui aura son domicile ou résidera sur le territoire national pendant deux ans, sera présumé avoir abandonné la nationalité étrangère et il acquiert à nouveau la nationalité vénézuélienne ». Cette disposition a été introduite dans la loi de 1913, c'est la première fois qu'apparaît un texte parlant de perte de la nationalité vénézuélienne.

On a longtemps discuté la question de savoir si les Vénézuéliens avaient ou non le droit de se faire naturaliser à l'étranger, en effet la Constitution de 1864 dans son art. 6 semblait refuser ce droit. Cet article était ainsi rédigé : « La nationalité vénézuélienne ne se perd pas par le fait d'avoir fixé son domicile à l'étranger ou d'avoir acquis une nationalité étrangère. En réalité la loi n'interdisait pas la naturalisation à l'étranger, d'abord parce que c'est un droit légitime et sacré de l'individu et ensuite parce que cette interdiction n'aurait aucun effet, les lois nationales n'ayant d'action que dans le territoire de la République alors que la naturalisation a lieu à l'étranger. La loi était donc indifférente à ce changement de nationalité, elle ne l'interdisait pas, mais elle ne lui reconnaissait aucun effet lorsque l'individu

revenait sur le territoire national et prétendait opposer sa nationalité étrangère et se soustraire aux lois de la République. Cependant cette interprétation ne fut pas acceptée par tous, à commencer par la Chancellerie qui prétendit que la loi refusait aux Vénézuéliens le droit à un changement de nationalité. Cette situation dura jusqu'au décret interprétatif du 15 mai 1882, qui définit le sens de la disposition constitutionnelle en ces termes : « L'art. 6 de la Constitution Fédérale, d'après lequel la nationalité vénézuélienne ne se perd pas par le fait de fixer son domicile à l'étranger ou d'avoir acquis une nationalité étrangère, ne refuse pas le droit d'expatriation, mais déclare un principe applicable au cas où les citoyens dont il s'agit reviendraient dans la République, qui les considère alors comme s'ils n'en étaient jamais sortis ».

La distinction entre, ne pas permettre de changer de nationalité et ne pas reconnaître le changement opéré lorsque l'individu revient sur le territoire national, est assez subtile, (cette dernière mesure est en effet la seule sanction que l'Etat ait à sa disposition contre l'individu qui s'est naturalisé malgré sa défense) cependant elle peut avoir son importance. Supposons en effet un individu qui se serait fait naturaliser à l'étranger alors que les lois de son pays lui interdisent de changer de nationalité ; cet individu, s'il revient dans son pays pourra être considéré comme insoumis s'il n'a pas participé aux opérations de recrutement. Au contraire, au Venezuela, un tel individu reprend sa nationalité en revenant sur le territoire national, mais il ne peut être considéré comme insoumis, puisque tant qu'il était à l'étranger il n'était plus Vénézuélien.

La loi de 1913 a donc introduit une nouveauté dans la législation vénézuélienne, non pas en permettant le changement de nationalité, puisque l'interprétation donnée de la constitution l'admettait déjà, mais en reconnaissant pendant deux ans les effets d'une naturalisation étrangère, au national qui revient sur le territoire de la République, alors qu'avant 1913 ce changement de nationalité n'aurait plus eu aucun effet, dès l'instant même où l'individu aurait remis les pieds sur le territoire national.

Ainsi donc, lorsqu'un Vénézuélien naturalisé à l'étranger a eu son domicile ou a résidé pendant deux ans sur le territoire national, il perd la nationalité étrangère et reprend la nationalité vénézuélienne ; la loi parle de présomption d'abandon de la nationalité étrangère, mais cette présomption n'est pas susceptible de la preuve contraire, du moins le croyons-nous, car la loi n'a pas envisagé les moyens de la combattre, et la reconnaissance de la nationalité étrangère pendant deux ans, nous apparaît comme une simple tolérance. En sens contraire, nous croyons que le délai de deux ans n'est pas nécessaire pour acquérir à nouveau la nationalité vénézuélienne, et qu'une simple manifestation de sa part ou bien l'exercice de droits politiques réservés aux nationaux, suffirait à démontrer que l'individu renonce à la nationalité étrangère, tout en réservant à l'Exécutif Fédéral le droit d'apprécier l'opportunité de cette réintégration accélérée.

La législation vénézuélienne ne connaît que les cinq cas de perte de la nationalité et les deux cas de réintégration que nous avons cités. Remarquons, que parmi les cas de perte de la nationalité, ne figure pas l'exercice

des fonctions publiques, ou la prestation du service militaire en pays étranger, comme il arrive dans beaucoup de législations.

Enfin, indiquons une réforme qu'il serait souhaitable d'introduire dans notre législation. Nous avons vu que les Vénézuéliens peuvent se faire naturaliser à l'étranger sans qu'il leur soit nécessaire de demander l'autorisation de l'Etat, ni même de lui faire part de leur décision. Quoique le droit de changer de nationalité soit un droit légitime de l'individu, l'Etat a le droit de s'y opposer dans certaines circonstances, lorsqu'il peut attendre des services importants de ses nationaux (en cas de guerre par exemple) et pour cette raison, nous estimons que l'acquisition d'une nationalité étrangère devrait être soumise à l'agrément préalable de l'Exécutif Fédéral, qui jouirait d'un pouvoir discrétionnaire pour octroyer un congé de nationalité ou maintenir la nationalité vénézuélienne.

APPENDICE

Nous étudierons ici deux questions : 1° Les effets des cessions de territoire sur la nationalité ; 2° L'acquisition de la nationalité en vertu de certaines lois spéciales qui sont aujourd'hui abrogées.

§ 1. *Effets des cessions de territoire sur la nationalité.*

En vertu d'une pratique très ancienne, les habitants d'un territoire cédé doivent prendre la nationalité de l'Etat cessionnaire. L'Etat ne se contente pas d'une souveraineté territoriale, il veut également assimiler les individus qui peuplent le territoire, en leur donnant sa nationalité. Cependant, en vertu de ce principe que le changement de nationalité ne doit pas être imposé, une faculté d'option entre les deux nationalités est laissée aux habitants du territoire cédé, et même, la plupart du temps, ce ne sont pas tous les individus qui habitent le territoire qui se verront attribuer une nouvelle nationalité, mais certains individus, déterminés suivant différents systèmes, que nous ne pouvons exposer ici. Il est entendu que les étrangers qui habitent le territoire cédé ne voient pas leur condition modifiée du fait de cette cession.

L'histoire diplomatique du Venezuela nous fournit un exemple de cession de territoire, dans le pacte signé

le 30 décembre 1898 à Caracas par les plénipotentiaires du Venezuela et de la Colombie. Ce pacte, qui réglait l'exécution de la sentence arbitrale prononcée par le Roi d'Espagne au sujet des limites entre le Venezuela et la Colombie, donnait à la question de la nationalité la solution suivante :

« *Article 7.* — Les Vénézuéliens ou Colombiens, qui en vertu du tracé de la ligne passeraient d'une juridiction dans l'autre, conserveront leur nationalité, à moins d'opter pour la nouvelle nationalité, au moyen d'une déclaration faite et signée par devant l'autorité respective, dans les six mois de leur passage sous la nouvelle juridiction ».

Voici donc un nouveau moyen d'acquisition ou de perte de la nationalité vénézuélienne. Remarquons que ce pacte renverse le principe généralement admis, à savoir que les habitants des territoires cédés prennent la nouvelle nationalité, avec faculté d'option pour l'ancienne.

§ 2. *Acquisition de la nationalité en vertu de lois spéciales*

Les dispositions législatives que nous examinons dans ce paragraphe n'ont plus aujourd'hui qu'un intérêt historique car elles ont été abrogées ; cependant nous ne voulons pas les passer sous silence, car elles ont été l'objet de critiques et de protestations acharnées de la part des nations européennes, et elles ont constitué des modes curieux de naturalisation qui se rencontraient dans beaucoup de législations latino-américaines.

Une loi de 1867 imposait la nationalité vénézuélienne aux immigrants qui profitaient des facilités que leur

accordait la loi d'immigration (établissements d'assistance gratuite dans les grands ports, concessions de terres, exemption du service militaire pendant dix ans etc...). Cette disposition fut censurée par de nombreux auteurs et amena de vives protestations des gouvernements étrangers, principalement du Gouvernement français qui y voyait une imposition arbitraire de la nationalité. Cependant, cette mesure n'était pas aussi arbitraire qu'on a voulu le voir, puisque les émigrants qui se rendaient au Venezuela y allaient en connaissance de cause et se voyaient attribuer une nationalité qu'ils avaient tacitement acceptée en profitant des facilités qui leur étaient offertes ; on ne pouvait donc voir dans cette mesure une imposition de la nationalité.

Le Gouvernement vénézuélien a justifié cette disposition de la façon suivante : « La République n'oblige pas à adopter sa nationalité, mais, si en vertu des concessions par lesquelles la loi les attire, les étrangers se décident à émigrer spontanément, elle les reçoit avec le plus grand plaisir, et estimant comme elle le doit, l'usage qu'ils font de ses faveurs, elle les déclare en échange Vénézuéliens. » D'ailleurs, le Gouvernement français se rendit à l'évidence de ces arguments et fit savoir à ses nationaux, qu'en cas de conflit, il ne pourrait leur étendre sa protection puisque les émigrants étaient dans l'obligation de connaître ces dispositions... Il en résulte que les Français qui se rendent dans ce pays en qualité d'émigrants ne sauraient compter sur la protection de nos agents consulaires pour obtenir des autorités vénézuéliennes le passeport dont ils auraient besoin, dans le cas où ils voudraient rentrer en France »¹. Cette loi fut abrogée aux environs de 1890.

1. *Journal Officiel*, des 18 et 20 mai 1875.

L'art. 5 de la loi du 25 mai 1882, aujourd'hui abrogée, déclarait que « l'exercice du droit de suffrage de la part d'un étranger, implique l'acquisition de la nationalité vénézuélienne, sans nécessité de naturalisation. Chaque fois que le cas se produira, le président du bureau de vote en avisera le Ministre des Affaires Etrangères, qui inscrira l'individu sur le registre des naturalisations ».

Enfin la transgression de certaines dispositions de la loi des étrangers entraînait également la naturalisation *ipso facto*. L'art. 6 de la loi du 16 avril 1903 déclarait : « Les étrangers, domiciliés ou non, ne doivent pas s'immiscer dans les affaires politiques de la République, et par suite, il leur interdit : 1° De faire partie de sociétés politiques ; 2° De rédiger des journaux politiques et d'écrire sur la politique intérieure ou extérieure du pays ; 3° De remplir des fonctions politiques ; 4° De prendre les armes dans les luttes intestines de la République ; 5° De prononcer des discours qui puissent se rattacher à la politique du pays ».

L'art. 7 déclare que les étrangers domiciliés qui violeraient une des prescriptions ci-dessus « perdront leur condition d'étrangers et seront soumis aux responsabilités, charges et obligations que peut entraîner pour les nationaux toute action politique ».

Dans une note à la légation britannique du 14 septembre 1903, le Ministre des Affaires Etrangères a indiqué le sens qu'il fallait attribuer à l'art. 7 : « Lorsque les étrangers domiciliés enfreignent la prohibition de l'art. 6, ils démontrent leur vif désir de ne pas rester neutres et d'affronter les conséquences de leur infraction ; c'est alors que la sanction de l'art. 7 leur est applicable, et, leur condition d'étrangers qu'ils ont reniée par leurs

propres actes, leur est enlevée. Mais comme le législateur ne peut les laisser sans nationalité, donc sans protection, il les naturalise *ipso facto*, du moment qu'il les déclare soumis aux responsabilités, charges etc... »

Remarquons que la loi ne déclarait déchus de leur conditions d'étrangers, et par conséquent naturalisés *ipso facto*, que les étrangers domiciliés. Pour les étrangers de passage, la sanction n'était donc que l'expulsion du territoire.

Deuxième Partie

La condition des étrangers

TITRE I

Généralités sur la condition des étrangers

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE DE LA CONDITION DES ETRANGERS

Nous ne remonterons pas dans cet historique à l'époque romaine ou grecque, qui, quoiqu'ayant présenté une évolution très intéressante de la condition des étrangers, est trop connue en France, pour que le bref aperçu que nous pourrions en donner présente le moindre intérêt ; aussi nous bornerons nous à retracer l'évolution qu'a suivie la condition des étrangers en Espagne, qui fut pendant longtemps la métropole de la plupart des nations sud-américaines, et au Venezuela après son émancipation.

Dès les premiers temps de la constitution de la monarchie, le territoire espagnol se trouva envahi successivement par de nombreux peuples, appartenant à différentes races, ayant des coutumes et une religion distinctes, comme le furent les Romains, les Grecs, les Goths, les Visigoths et les Arabes. Ce mélange de races, fit de

l'Espagne un Etat hétérogène formé de petits Etats constamment en lutte l'un contre l'autre pour imposer leur domination, sans aboutir à une unification de coutumes et de religions. Cette diversité de races est encore visible aujourd'hui dans le peuple espagnol et fut autrefois la raison principale de l'adoption du principe du statut personnel.

A cette époque, la législation espagnole, de même que celle de presque toute l'Europe, distinguait plusieurs classes sociales au point de vue de la jouissance des droits civils : il y avait des classes privilégiées qui jouissaient de la plénitude des droits civils et des classes inférieures qui subissaient des restrictions. Pour des motifs d'ordre religieux certains individus étaient privés de la jouissance des droits civils, il en était ainsi de ceux qui ne professaient pas la religion catholique, et les juifs plus spécialement, se voyaient fermer l'accès à certaines fonctions. Malgré cette sévérité pour certaines classes, on peut affirmer qu'en ce qui concerne les étrangers les lois de la Monarchie leur étaient très favorables. Les anciennes lois traitaient bien les étrangers, et, dans un excès de libéralité, leur concédaient non seulement la jouissance des droits civils mais exceptionnellement la jouissance de certains droits que n'avaient même pas les Espagnols. La Monarchie justifiait cette libéralité envers les étrangers en disant que ces garanties étaient nécessaires au développement du commerce de l'Espagne, et pour cette raison la législation espagnole a toujours été favorable aux étrangers.

Mais, si nous passons maintenant dans les colonies espagnoles de l'Amérique du Sud, la situation est complètement renversée : pendant plus de trois siècles le terri-

toire colonial fut totalement fermé aux étrangers. L'Espagne, suivant sur ce point les idées prédominantes de l'époque, se montrait fort jalouse de son influence sur ses colonies américaines, les rois croyant, en effet, que le meilleur moyen de conserver leur autorité sur les colonies était d'observer à leur égard une politique d'isolement d'avec les autres pays. Cette idée aboutit à l'instauration de ce qu'on appelle le régime du pacte colonial : les colonies ne pouvaient exporter leurs produits que vers la métropole et sur des bateaux espagnols et elles ne pouvaient consommer que des marchandises espagnoles : un office fut constitué à Séville chargé de régler tout ce qui avait trait au commerce de la métropole avec ses colonies d'Amérique. Afin d'observer ce régime dans toute son intégrité et d'éviter toute influence étrangère dans les colonies l'entrée de leur territoire en est rigoureusement interdite aux étrangers. Le décret royal du 3 octobre 1614 va même plus loin, et, non seulement il interdit l'admission des étrangers, mais il pousse la rigueur jusqu'à prohiber toute relation avec les étrangers, soit commerciale ou autre, sous peine de mort et de confiscation de tous les biens du contrevenant, quelle que soit sa condition sociale. Les biens confisqués sont attribués par parts égales à la Chambre du Roi, au juge et au dénonciateur.

Un décret daté de 1801 vint tempérer ces mesures rigoureuses et autorisa le « Conseil des Indes » à accorder aux étrangers la permission de se rendre en Amérique, moyennant le paiement d'une somme considérable, qui était doublée si l'étranger demandait la naturalisation. C'était déjà un progrès, mais ce n'était pas grand'chose, parce que la répulsion envers les étrangers était déjà

entrée dans les mœurs et comme ceux-ci étaient considérés comme hérétiques ils se trouvaient à la merci des commissaires du Saint-Office.

Nous arrivons à l'émancipation des colonies espagnoles d'Amérique. Dans un décret du 16 août 1813 le Libérateur Simon Bolivar, chef de l'armée, déclare « que tous les étrangers de quelque profession qu'ils soient sont invités à s'établir dans ces provinces sous la protection immédiate du Gouvernement », et il leur offre un « régime d'administration prudente qui garantit la sécurité individuelle et le droit sacré de propriété, » et leur procure « tous les avantages qu'ils pourraient désirer dans leur propre patrie ».

Lors de la formation de la République de Grande-Colombie la Constitution de Cucuta, datée de 1821, consacre l'égalité entre nationaux et étrangers dans son article 183 : « Tous les étrangers de quelque nation qu'ils soient, seront admis en Colombie ; ils jouiront dans leur personne et dans leurs biens de la même sécurité que les nationaux pourvu qu'ils respectent les lois de la République ». Cette situation fut ensuite modifiée par un décret de Bolivar, daté de 1826, décret qui édictait certaines mesures de sûreté, par crainte de l'Espagne qui paraissait vouloir reprendre la lutte.

Enfin la République de Grande Colombie se désagrège, les trois Etats qui la composaient reprennent leur indépendance, et le Venezuela dans sa première Constitution de 1830, admet l'égalité entre les nationaux et les étrangers.

CHAPITRE II

NOTIONS THEORIQUES SUR LA CONDITION DES ETRANGERS

La condition des étrangers consiste à déterminer les droits dont les étrangers ont la jouissance dans chaque pays. Cette condition ne dépend exclusivement que de la législation du pays que l'on envisage, et par conséquent aucun conflit avec une loi étrangère n'est à envisager, puisque pour se prévaloir d'un droit dans un pays, il faut nécessairement appliquer la loi interne de ce pays. Par conséquent, il importe peu que la loi nationale de l'étranger lui accorde ou non tel ou tel droit, on n'a pas à l'envisager. Peut-être, lorsqu'il se trouve dans un pays qui adopte le statut personnel, sa loi nationale privera-t-elle l'étranger d'un droit qui lui est accordé dans ce pays, mais alors nous sommes en dehors de la condition des étrangers et nous touchons à la question du « Conflit de lois ».

La question de la condition des étrangers est pour ainsi dire, préjudicielle à la question de conflit de lois ; il faut d'abord examiner la condition de l'étranger dans tel pays et déterminer s'il a la jouissance de tel droit, et ce n'est qu'après que se pose le problème du conflit

de lois, lorsque l'on cherchera à savoir si ce droit lui est accordé ou non par sa loi nationale. La distinction entre ces deux notions n'est pas toujours facile à faire, étant donné qu'elles se trouvent presque toujours intimement liées l'une à l'autre ; nous ne occupons ici que de la condition des étrangers, cependant nous serons peut-être amenés dans les développements qui vont suivre, à aborder la question des conflits de lois à propos de certaines institutions.

Nous avons déjà dit que la condition des étrangers dans un pays déterminé ne dépend que de la législation interne de ce pays qui est libre de réglementer cette condition comme il l'entend. Cependant cette souveraineté ne doit pas donner lieu à des abus, et le droit des gens consacre aujourd'hui un certain nombre de principes qu'aucun Etat n'est libre de rejeter, sans risquer de se placer hors de la communauté internationale et d'encourir les sanctions du droit des gens, ainsi que l'a rappelé la Cour permanente de justice internationale dans un arrêt du 25 mai 1926 et l'Institut de droit international, en 1927, dans une résolution prise à Lausanne. Si l'Etat n'accorde pas aux étrangers un minimum de droits indispensables, il peut encourir les sanctions du droit des gens qui vont parfois jusqu'à l'intervention armée sur le territoire de l'Etat délinquant, et c'est même un point actuellement bien établi que l'assimilation des étrangers aux nationaux ne met pas toujours l'Etat en règle avec ses obligations internationales, car il est admis que le traitement de l'étranger peut-être supérieur à celui du national chaque fois que ce dernier n'est pas suffisant. Mais, dans la mesure où l'Etat adopte ce minimum de droits, la condition des étrangers est

une question de pur droit interne pour laquelle l'Etat est entièrement libre. Voyons maintenant les principes généralement admis pour dégager ce minimum.

Droits politiques. L'étranger ne peut réclamer la jouissance des droits politiques, qui sont attachés à la qualité de citoyen. Certains Etats les accordent parfois à quelques étrangers, mais ce n'est là qu'une mesure de faveur, de l'opportunité de laquelle l'Etat est seul juge. Citons à ce propos l'exemple très intéressant fourni par l'art. 20 de la Constitution soviétique. « Partant de la solidarité des travailleurs de toutes les nations, la R.S. F.S.R. accorde la totalité des droits politiques des citoyens russes à des étrangers demeurant sur le territoire de la République Russe pour y travailler, et appartenant à la classe ouvrière ou aux paysans qui n'exploitent pas le travail d'autrui... ». En République Argentine également, certains auteurs ont proposé de conférer la jouissance des droits de citoyen aux étrangers¹.

La contre-partie de la négation des droits politiques à l'étranger, se trouve dans son exemption du service militaire, qui pourrait le placer dans la situation d'avoir à combattre contre son propre pays.

Droits publics. — D'abord, l'étranger a droit à la reconnaissance de sa personnalité juridique et il n'est plus regardé comme un ennemi qui n'a droit à aucune reconnaissance, ainsi que cela se passait autrefois. Mais ce principe n'est admis que pour les personnes physiques ; pour les personnes morales étrangères, sociétés ou associations, aucun minimum de droits n'a été dégagé et

1. Hugo G. et Schneider. *Los derechos políticos para los extranjeros*, Revue de Droit International Privé, 1923 p. 361.

chaque Etat est libre de leur accorder ou de leur refuser la reconnaissance de la personnalité juridique.

Ensuite, l'étranger a le droit de pénétrer sur le territoire : un Etat ne peut se fermer complètement et interdire l'entrée de son territoire aux étrangers. Mais, ce principe comporte des tempéraments qui peuvent rendre l'entrée du territoire plus difficile ou même impossible. Ainsi, des mesures fermant complètement le territoire pour des raisons d'ordre sanitaire, sont parfaitement licites. Il en est de même des mesures fermant l'accès du territoire à la main d'œuvre étrangère pendant les périodes de chômage. Enfin, certaines formalités rendant plus difficile l'accès du territoire, peuvent être exigées de l'étranger pour des raisons de police destinées à assurer la sûreté de l'Etat et le maintien du bon ordre social.

Droits privés. — La jouissance d'un certain nombre de droits privés, généralement appelés facultés de droit des gens, est absolument nécessaire à la vie normale des étrangers dans un pays. Il faut que l'étranger puisse acheter, vendre, louer, échanger etc., en ce qui concerne son patrimoine, et, en ce qui concerne sa personne, il peut se marier, faire un contrat de mariage, etc... Ces droits constituent le minimum que doit accorder chaque Etat ; au delà, l'Etat est libre d'imposer telles restrictions qu'il lui plait.

Sur le terrain successoral la plupart des pays admettent actuellement le droit de l'étranger à laisser ou à recueillir une succession.

Le droit des étrangers à posséder des immeubles est également presque partout reconnu, mais certaines

législations admettent des restrictions (Allemagne, Autriche, Pologne etc...) et on ne peut dire que ce droit fasse partie du droit de gens.

S'il existe un minimum au-dessous duquel les Etats ne peuvent descendre, ils ne sont limités par aucun maximum et peuvent accorder aux étrangers toutes les facilités qu'ils estiment opportunes.

Trois systèmes sont en vigueur pour déterminer la condition des étrangers et chaque pays adopte le système le plus conforme à ses nécessités, car les pays font aux étrangers une situation plus ou moins bonne suivant qu'ils ont plus ou moins besoin de ceux-ci.

1^o Système de la réciprocité diplomatique. — Les étrangers jouissent des droits qui leur sont accordés par un traité avec la nation à laquelle ils appartiennent. Ce système maintient un juste équilibre, mais il est peu souple car la conclusion d'un traité n'est pas toujours chose aisée, et d'autre part, il fait une situation très désavantageuse aux ressortissants des pays qui n'ont pas conclu de traité.

2^o Système de la réciprocité législative. — L'étranger jouit dans le pays qui adopte ce système, des mêmes droits qui sont accordés aux nationaux de ce pays, par les lois de la nation à laquelle appartient l'étranger. Ce système est préférable au premier, car tout en respectant le même équilibre, il est beaucoup plus souple.

3^o Système de l'assimilation aux nationaux. — D'après ce système, tous les droits privés accordés aux nationaux doivent l'être également aux étrangers, dès lors qu'aucun texte ne limite ces droits. Ce système, adopté par les législations les plus modernes, est le fruit de l'évolution doctrinale et législative du siècle

dernier, évolution vers un traitement de plus en plus libéral pour les étrangers et vers une assimilation aussi complète que possible aux nationaux.

Tous les pays n'adoptent pas uniquement un seul système pour régler tous les droits des étrangers et quelques uns en adoptent plusieurs qu'ils appliquent respectivement à plusieurs matières. Citons encore un cas particulier : certains Etats fédéraux, comme les Etats-Unis, ne sont pas régis par un système commun à tout le territoire, et chacun des Etats composant la fédération possède son système propre ; la condition de l'étranger peut donc varier suivant qu'on passe d'un Etat dans l'autre. Le Venezuela est un Etat fédéral, mais le système à adopter dépend du pouvoir central et est commun à tout le territoire.

TITRE II

Droit vénézuélien positif

Nous examinerons dans le premier chapitre de ce titre les mesures de police qui sont prises à l'égard des étrangers et qui concernent leur admission et leur conduite sur le territoire de la République, et nous verrons dans les chapitres suivants les différents droits dont ils ont la jouissance.

CHAPITRE PREMIER

MESURES DE POLICE

Nous avons vu précédemment que c'est aujourd'hui un principe universellement admis, que l'Etat ne peut fermer complètement son territoire aux étrangers qui ne doivent plus être considérés comme des ennemis, par le seul fait qu'ils sont étrangers ; cependant le droit de l'Etat à réglementer l'entrée de son territoire et à le fermer aux individus pernecieux ne peut être contesté et aucune intervention internationale ne se justifierait sur ce terrain. Tous les Etats civilisés se doivent d'accueillir les étrangers qui présentent des garanties d'honnêteté, de moralité et qui ne risquent pas de compromettre l'ordre social établi, mais dès qu'un étranger risque de troubler l'ordre ou de compromettre la santé publique, c'est un droit et même un devoir pour l'Etat, de lui interdire l'accès de son territoire ou de l'en chasser s'il y a déjà pénétré.

On ne peut à priori dégager un critérium commun à tous les Etats pour déterminer les règles qui doivent régir l'admission ou l'expulsion des étrangers, celles-ci sont en effet propres à chaque Etat et doivent répondre

aux nécessités sociales démographiques et parfois même raciales de chaque Etat.

Le Venezuela a toujours réservé un excellent accueil aux étrangers, d'accord avec les principes libéraux qui inspirent sa législation et à cause de la nécessité où il se trouve d'augmenter sa population nettement, insuffisante ; cependant il a dû se prémunir contre les éléments pernicioeux qui tentaient d'envahir son territoire, surtout dans la période d'après guerre, où une foule d'individus peu recommandables proclamant des doctrines subversives ont élu les Républiques de l'Amérique latine comme champ de leur activité nocive. Nous étudierons donc dans les deux sections suivantes les règles qui régissent l'admission et l'expulsion des étrangers au Venezuela.

Section I

Admission des étrangers

La loi des étrangers du 8 juillet 1932 déclare que les étrangers qui arrivent au Venezuela doivent être munis d'un passeport, délivré par l'autorité compétente de leur pays et visé par le fonctionnaire consulaire vénézuélien du lieu d'embarquement ; ce visa ne sera donné que sur la présentation d'un certificat de bonne conduite et d'un certificat de vaccin qui ne remontera pas à plus de sept ans.

En outre, au moment du débarquement, l'étranger devra effectuer un dépôt d'une somme de mille « bolivars », dépôt qui lui sera rendu au moment de son départ, si celui-ci a lieu dans le terme d'un an ; si au bout de ce

laps de temps il se trouve encore dans le pays, un nouveau délai d'un an lui est accordé pour réclamer le dépôt s'il prouve qu'il a acquis un domicile dans la République. Lorsque ce nouveau délai est expiré le dépôt est définitivement acquis à l'Etat.

Le dépôt n'est pas exigé : 1° Des agents diplomatiques et consuls de carrière ni de leur famille ou de leur suite. 2° Des étrangers possédant leur domicile au Venezuela. 3° Des mineurs de quinze ans. 4° Des étrangers en possession d'un contrat d'immigration. 5° Des touristes arrivant et repartant par le même bateau. 6° Des employés d'entreprises ou compagnies ayant contracté avec le gouvernement national, ou exploitant des concessions délivrées par celui-ci. 7° De ceux qui auraient été engagés pour remplir les fonctions prévues par l'art. 26 de cette loi. (Voir chapitre II, sect. II p. 96). 8° Des travailleurs agricoles en possession d'un contrat de travail, conclu avec des nationaux ou des étrangers domiciliés dans la République, ayant une responsabilité suffisante. 9° Des maîtres, institutrices ou domestiques en possession d'un contrat de travail comme ci-dessus. Enfin l'Exécutif Fédéral est libre d'exempter du dépôt, telle personne qu'il jugera bon.

L'étranger doit accomplir une dernière formalité une fois débarqué sur le territoire : il doit se présenter devant la première autorité civile du lieu de sa résidence dans les huit jours de son arrivée, il doit être muni de ses pièces d'identité et, s'il est ministre d'un culte, il doit en fournir la preuve.

Après avoir vu les formalités nécessaires pour pénétrer sur le territoire de la République, voyons maintenant quels sont les étrangers à qui l'accès de ce territoire est interdit.

Anciennement l'accès du territoire était interdit aux membres de la Compagnie de Jésus (1848) et aux membres de quelque ordre religieux que ce soit (1849). Cette prohibition a disparu depuis 1914. Aujourd'hui l'art. 28 de la loi des étrangers déclare que l'accès du territoire est interdit :

1° « A l'étranger dont la présence pourrait troubler l'ordre politique intérieur ou compromettre les relations internationales de la République ».

2° « A l'étranger compris dans une des causes d'exclusion prévues par la loi d'immigration. Ne sont pas compris dans ces causes les étrangers de passage ni ceux qui en seront exclus expressément par les traités internationaux ». L'art. 9 de la loi d'immigration déclare que : « Seront considérés comme immigrants tous les étrangers de bonne conduite qui, compétents en quelque industrie, art ou profession, abandonneront leur patrie et se dirigeront vers le Venezuela avec l'intention d'y établir leur domicile permanent. Ne seront pas acceptés comme immigrants : 1° Les individus qui ne seront pas de race européenne ; 2° Les individus âgés de plus de soixante ans, à moins qu'il ne s'agisse du père ou de la mère, du grand-père ou de la grand'mère d'une famille qui vienne avec eux, ou qui se trouverait déjà établie au Venezuela ; 3° Les individus de mauvaises mœurs, les vagabonds, ceux qui n'auront pas une profession honnête, les infirmes qui à cause de leur incapacité constitueront une charge publique et ceux qui seraient atteints d'une maladie contagieuse ; 4° Les individus condamnés à la détention qui n'auront pas obtenu leur réhabilitation d'après les lois de leur pays, exception faite des causes politiques ».

L'accès du territoire est également interdit :

3° A l'étranger dépravé, ou ne possédant pas de moyens de subsistance, ou de profession licite pour y subvenir ».

4° « A l'étranger qui aura commis un délit qualifié et puni par la loi vénézuélienne, tant qu'il n'aura pas accompli sa peine ou que celle-ci ne sera pas prescrite ».

5° « A l'étranger âgé de moins de seize ans qui ne viendra pas sous la surveillance d'un autre passager, ou qui ne devra pas être confié à la protection d'une personne honnête résidant dans le pays ».

6° » A l'étranger faisant partie d'associations dont le but est opposé à l'ordre politique ou civil, ou qui prêchera le communisme, la destruction violente des Gouvernements constitués ou l'assassinat des fonctionnaires publics nationaux ou étrangers ». Cette mesure est bien venue, car les doctrines communiste et anarchiste ont fait des progrès étonnants parmi les République de l'Amérique du Sud, le Venezuela ne souffre pas encore de ce mal et peut-être les mesures ci-dessus parviendront-elles à le lui éviter.

7° » A l'étranger atteint de lèpre, trachome, folie, épilepsie dans sa forme grave, ou de toute autre maladie qui puisse compromettre la santé publique ou devenir une charge pour la Nation ».

8° A l'étranger qui n'aura pas accompli les formalités prévues par les art. 5, 6, 10, 17, et 18 de la présente loi ». Ces formalités sont celles que nous avons déjà indiquées.

9° » En général à l'étranger que le Président de la République considère inadmissible ».

Toutes les mesures édictées par la loi ci-dessus sont

inspirées par des préoccupations de sûreté de l'Etat, d'hygiène et de prévoyance sociale. Elles sont donc parfaitement licites en droit des gens et nullement arbitraires ; elles ne dénotent aucun esprit d'animosité envers les étrangers respectueux des lois de la République qui offre à leur activité un champ immense et encore inexploité.

Remarquons la disposition de la loi d'immigration qui interdit l'accès du territoire aux immigrés autres que ceux de race européenne ; elle n'est pas particulière à la législation vénézuélienne et se retrouve dans d'autres pays, aux Etats-Unis par exemple. Cette mesure se justifie pleinement par le besoin qu'éprouve le Venezuela, et en général toute l'Amérique latine, d'améliorer son coefficient racial, ou tout au moins de ne pas le diminuer en laissant submerger les éléments de race blanche par une race de couleur.

Section II

Expulsion des étrangers

C'est un droit souverain de tout Etat, de pouvoir expulser de son territoire les étrangers indésirables ; ce principe est admis unanimement par tous les auteurs et le droit des gens n'y apporte que deux restrictions : l'expulsion doit être individuelle, car on ne doit pas expulser les étrangers en masse, et l'expulsion ne doit pas être appliquée aux condamnés politiques.

Le Venezuela connaît deux sortes d'expulsions : une expulsion administrative, mesure de haute police, et une expulsion qui constitue une mesure pénale.

§ 1. *L'expulsion administrative*

L'expulsion administrative est une mesure de haute police, dont les motifs doivent rester secrets et contre laquelle on n'admet aucun recours ; c'est un droit souverain de l'Etat. Si tous les auteurs admettent le droit d'expulsion, quelques uns s'élèvent contre l'absence de recours et préconisent un recours judiciaire de la part de l'expulsé contre l'arrêté ou décret d'expulsion ; cependant le principe est bien établi dans la généralité des Etats qu'il n'y a aucun recours contre une décision d'expulsion. Voici les termes dans lesquels la Chancellerie vénézuélienne soutient le droit souverain de l'Etat à expulser les étrangers :

« Le droit d'expulsion naît directement du principe de la souveraineté nationale. Ce droit ne pourrait être discuté sans mettre également en cause la souveraineté territoriale, sans laquelle la personnalité de l'Etat ne se conçoit pas. Aussi la légitimité de ce droit est-elle reconnue par l'unanimité des auteurs qui ont abordé la matière. Quant à la procédure d'expulsion elle est nettement administrative et exclut toute forme judiciaire. Le droit international lui reconnaît ce caractère qui dérive de sa nature et de son but qui est la sûreté et la défense de l'Etat ».

« Le gouvernement du Venezuela n'a pas d'objections à faire si un gouvernement ami lui demande des explications sur l'expulsion d'un de ses nationaux. Il entend cependant que le droit aux informations est forcément limité par le droit souverain d'expulsion. En effet, si le Gouvernement était obligé de fournir des explications détaillées sur les motifs d'une expulsion individuelle,

cela apparaîtrait comme une instance appelée à reviser les raisons d'un acte de défense et de précaution dont l'Etat est seul juge de l'opportunité ».

Ainsi, non seulement il n'y a pas de recours judiciaire, mais encore tout recours diplomatique sera vain. Cette règle, commune à l'expulsion et à l'inadmission des étrangers, est formulée dans les art. 44 et 45 de la loi des étrangers. « Aucun recours ne sera admis contre le décret d'expulsion ou la résolution d'inadmission ».

Le droit d'expulsion, de même que celui d'inadmission, appartient au Président de la République, qui est libre de révoquer cette mesure à tout moment.

La loi prévoit plusieurs cas d'expulsion :

En cas de suspension des garanties constitutionnelles, le Président de la République pourra arrêter, reléguer ou expulser, les étrangers contraires au rétablissement de la paix.

En temps de paix, peuvent être expulsés, les étrangers pernicieux dans les cas permis par le droit international, ou ceux qui sont prévus dans cette loi. Est considéré comme pernicieux et peut être expulsé :

a) L'individu qui aura pénétré sur le territoire en violant les règlements prévus pour l'admission des étrangers.

b) Celui qui compromettra la sûreté ou l'ordre public

c) Celui qui aura été condamné et n'aurait pas accompli sa peine, ou bien, l'individu contre lequel une instance judiciaire serait suivie en pays étranger pour des infractions qualifiées et punies par la législation vénézuélienne, sauf si ces infractions sont de caractère politique.

d) Celui qui troublera les relations internationales.

e) En général, l'étranger qui enfreint la neutralité et viole les prescriptions de l'art. 24 et 25 de cette loi

(ces articles prohibent l'immixtion dans les affaires politiques du pays. V. chap. II, p. 92).

Peut également être expulsé, l'étranger réfugié politique, à qui l'Exécutif Fédéral aurait désigné une ville comme lieu de résidence ou aurait interdit l'accès de certaines parties du territoire, s'il viole ces dispositions.

Enfin, l'étranger qui aura subi une condamnation pénale pourra être expulsé de la République, si après sa libération il n'a pas fait preuve de régénération morale.

L'expulsion se fera par décret du Président de la République signé par le Ministre de l'Intérieur. Ce décret est publié dans la *Gazette Officielle* et il fixe le délai accordé à l'étranger pour sortir du territoire. Ce délai va de trois à trente jours ; cependant si l'expulsé possède un établissement commercial ou industriel, le Président de la République jouit de la faculté de lui accorder un délai supplémentaire, afin qu'il puisse liquider ses affaires soit personnellement soit par voie de mandataires. Comme mesure de sûreté publique et dans des cas graves, les individus qui tombent sous le coup d'un décret d'expulsion peuvent être arrêtés jusqu'au moment où celle-ci s'effectuera.

Si au terme du délai fixé, l'individu se trouve encore sur le territoire, il sera immédiatement embarqué ou reconduit à la frontière. Cependant, on ne pourra pas l'obliger à sortir du pays par une voie qui le conduise à un territoire soumis à la juridiction d'un Gouvernement qui le poursuit.

Lorsque l'individu expulsé alléguera sa nationalité vénézuélienne, il devra en faire la preuve devant la « Cour Fédérale et de Cassation » dans les cinq jours, plus le terme de la distance du lieu où il se trouve, à la

capitale. Dans cette procédure il ne sera jamais accordé de délai extraordinaire.

Si l'étranger frappé d'inadmission ou d'expulsion revient sur le territoire vénézuélien il sera puni de six mois à un an de prison, et, une fois sa peine accomplie, on le fera immédiatement sortir du territoire.

§ 2. *L'expulsion mesure pénale*

L'expulsion dont nous avons parlé dans le paragraphe précédent ne constitue jamais une peine, c'est une simple mesure administrative de prévention contre un individu, elle a pour but d'assurer la sûreté de l'Etat en éloignant les individus nuisibles, mais elle ne vise pas à les punir. Même lorsque l'expulsion atteint un individu qui a subi une condamnation, ce n'est pas à titre de peine qu'elle est prononcée, mais afin d'empêcher le retour d'actes nuisibles de la part de cet individu.

Mais la législation vénézuélienne connaît une expulsion qui constitue une peine que le Code pénal range parmi les peines corporelles restrictives de liberté.

Plusieurs différences existent entre cette expulsion et la précédente :

D'abord ce n'est plus le Président de la République qui prononce l'expulsion, mais le juge du Tribunal qui a eu à connaître du délit.

Ensuite cette expulsion n'est que temporaire, alors que l'expulsion administrative est perpétuelle à moins que la mesure ne soit rapportée.

Enfin cette expulsion ne s'applique plus seulement aux étrangers, mais elle atteint également les nationaux.

CHAPITRE II

DROITS POLITIQUES ET DROITS PUBLICS

Section I Droits politiques

L'exercice des droits politiques est exclusivement réservé aux Vénézuéliens et les étrangers ne peuvent jamais les exercer à moins d'obtenir leur naturalisation, dans ce dernier cas ils jouissent immédiatement de tous les droits politiques.

L'art. 38 de la Constitution prévoit les sanctions à prendre contre l'étranger qui aurait fait usage de droits politiques : « Les étrangers, domiciliés et non domiciliés, qui prendront part dans les luttes politiques vénézuéliennes, seront soumis aux mêmes responsabilités que les Vénézuéliens et aux dispositions du § 3 de l'art. 36 ». Ce paragraphe prévoit l'expulsion du territoire.

Rappelons qu'autrefois les étrangers domiciliés qui faisaient usage de droits politiques perdaient leur condition d'étrangers et acquéraient *ipso facto* la nationalité vénézuélienne ; les étrangers non domiciliés étaient passibles du droit d'expulsion.

La contre-partie de la négation des droits politiques se trouve dans l'art. 23 de la loi des étrangers du 8 juillet 1932, qui exempte les étrangers du service militaire et du paiement des contributions extraordinaires de guerre.

Section II

Droits publics

Quoiqu'aucun texte ne l'affirme, les étrangers jouissent au Venezuela de tous les droits publics qui ne leur sont pas expressément refusés par une loi et qui sont accordés aux Vénézuéliens par l'art. 32 de la Constitution que nous reproduisons immédiatement :

Article 32. — « La nation garantit aux Vénézuéliens :

1° L'inviolabilité de la vie, sans qu'aucune loi ni décision d'aucune autorité puisse établir ou appliquer la peine de mort.

2° La propriété, qui ne sera soumise qu'aux contributions légales et à l'expropriation pour cause d'utilité publique, moyennant un jugement contradictoire et une indemnité préalable prévue par la loi.

3° L'inviolabilité de la correspondance postale, télégraphique et autres papiers domestiques, qui ne pourront être saisis que par disposition de l'autorité judiciaire compétente...

4° L'inviolabilité du foyer domestique etc...

5° La liberté personnelle et par conséquent :

a) Est aboli l'enrôlement forcé pour le service armé...

b) L'esclavage est à jamais abolie, et les esclaves qui toucheront le sol de la République seront libres.

c) Chacun est libre de faire ce qui ne nuit pas à autrui, et nul n'est obligé de faire ce qui n'est pas légalement ordonné, ni empêché de faire ce que la loi ne défend pas.

6° La liberté de pensée, qui peut se manifester par la parole ou les écrits ; mais les expressions injurieuses, la calomnie, la diffamation, les outrages et la provocation aux délits, sont punissables conformément à la loi. La propagande communiste est également interdite.

7° La liberté de circuler sans passeport, de changer de domicile en observant les formalités légales, de s'absenter de la République et d'y revenir en emportant et en ramenant ses biens.

8° La liberté du travail et des industries, sauf les prohibitions et restrictions qu'exigeront l'ordre public et les bonnes mœurs, etc...

9° La liberté de réunion sans armes en privé ou en public... et la liberté d'association, qui reste soumise aux restrictions et prohibitions qu'édicteront les lois.

10° La liberté de pétition à n'importe quel fonctionnaire public ou corporation officielle.

11° Le droit d'accuser devant les tribunaux compétents les fonctionnaires qui ne rempliraient pas leur devoir.

12° Le droit de suffrage...

13° La liberté de l'enseignement.

14° La liberté religieuse, avec l'inspection de tous les cultes par l'Exécutif Fédéral...

15° La sécurité individuelle, et en conséquence :

a) Aucun citoyen ne pourra être emprisonné ni arrêté pour dettes, autres que celles qui proviendront d'un délit.

b) Ni être jugé par des tribunaux spécialement créés, ce droit n'appartient qu'à ses juges naturels et en vertu d'une loi préexistante.

c) Ni être arrêté sans une instruction préalable...

d) Ni être incommuniqué.

e) Ni être obligé de prêter serment ou à subir un interrogatoire dans une cause criminelle contre lui-même, ses ascendants, ses parents au quatrième degré, ses alliés au deuxième degré ni son conjoint.

f) Ni continuer en détention si les raisons qui ont justifié cette détention se trouvent détruites...

g) Ni être condamné en matière criminelle, sans avoir reçu une notification conforme à la loi des charges qui pèsent contre lui.

h) Ni être condamné à une peine corporelle pour plus de vingt ans ni à des peines infâmantés. Il n'y aura pas non plus de peines perpétuelles même non corporelles.

i) Ni être jugé une seconde fois pour le même délit.

16° L'égalité en vertu de laquelle :

a) Tous doivent être jugés d'après les mêmes lois, jouiront de la protection de ces lois sur tout le territoire de la nation et seront soumis aux mêmes devoirs, charges et contributions...

b) Il ne sera pas concédé de titres de noblesse ni distinctions héréditaires, ni emplois dont les honoraires subsistent après la fin du service.

c) Il ne sera pas donné d'autre appellation officielle que celles de citoyen, et, vous, sauf les formules diplomatiques.

Article 33. La précédente énumération de droits ne doit pas être comprise comme une négation de tous les autres droits qui puissent correspondre aux citoyens, et qui n'y sont pas énoncés ».

En principe, les étrangers jouissent donc de tous les

droits ci-dessus énoncés, mais quelques prohibitions ou restrictions viennent limiter le nombre de ces droits.

Fonctions publiques. — L'art. 26 de la loi des étrangers refuse à ceux-ci l'accès des fonctions publiques, et nous avons vu que certaines fonctions importantes ne sont pas même accessibles à tous les Vénézuéliens, mais seulement à ceux de naissance.

Cependant, ajoute le même article, le Président de la République est autorisé à admettre des étrangers au service de la République en ce qui touche la bienfaisance et l'hygiène publiques, l'enseignement civil et militaire, et pour les fonctions d'ingénieurs ou de mécaniciens dans les chantiers navals ou la marine nationale.

Cette négation absolue de l'accès aux fonctions publiques se retrouve dans presque tous les pays, qui ne peuvent abandonner sans danger les principaux rouages de la vie de l'Etat entre les mains d'étrangers ; cependant la nécessité où se trouvent les pays jeunes de faire appel à des techniciens étrangers pour fonder et développer certaines institutions d'utilité publique, justifie les exceptions que le Président de la République a le droit d'accorder.

Liberté d'association. Une seule restriction limite le droit d'association pour les étrangers : ils ne peuvent former part d'une société politique, et la violation de cette défense peut entraîner pour eux l'expulsion.

Liberté de parole et de presse. Les étrangers doivent s'abstenir de diriger, rédiger ou administrer des journaux politiques et d'écrire sur la politique du pays. Il leur est également interdit de prononcer des discours ayant trait à la politique du pays. La violation de ces

défenses peut également entraîner le droit d'expulsion

Professions. L'exercice de toutes les professions est ouvert aux étrangers sans restrictions, lorsque les titres ou certificats professionnels auront été obtenus au Venezuela ; lorsqu'ils auront été obtenus à l'étranger, après un examen devant un jury technique qui en prononcera l'équivalence et accordera le titre correspondant au Venezuela.

Lorsque des étrangers éditeront des journaux soit en langue espagnole, soit en langue étrangère, leurs propriétaires, éditeurs, directeurs ou rédacteurs, doivent fournir une caution qui garantit leur intention de ne pas violer la neutralité politique à laquelle ils sont obligés. La violation de cette défense peut entraîner l'expulsion, et la suspension du journal, sans que cette mesure puisse donner lieu à aucune réclamation par voie diplomatique.

Le cabotage le long des côtes nationales est réservé aux Vénézuéliens et les étrangers ne peuvent l'exercer ; c'est la seule profession qui leur soit interdite.

Enseignement. L'art. 1^{er} de la « Loi Organique de l'instruction » déclare : « Toute personne ayant l'exercice de ses droits civils peut fonder des établissements d'enseignement sans nécessité d'autorisation préalable et sans avoir à se plier à aucun règlement, méthode ou texte officiel ». Ainsi les étrangers peuvent enseigner telle matière qui leur plaira, de même que les Vénézuéliens, cependant, avant d'ouvrir un établissement d'enseignement, il leur faut justifier de leurs capacités devant le Conseil National d'Instruction, qui est chargé de délivrer les titres académiques nécessaires ainsi que le prévoient diverses lois sur l'instruction publique, contrai-

rement à l'art. de la loi précédente dont la mauvaise rédaction semble n'exiger aucune condition.

Il est entendu qu'il ne s'agit ici que d'enseignement dans un établissement privé, car l'enseignement dans un établissement public, c'est-à-dire entretenu par l'Etat, constitue une fonction publique, qui n'est qu'exceptionnellement accessible aux étrangers au moyen d'une autorisation du Président de la République, ainsi que nous l'avons vu plus haut.

CHAPITRE III

DROITS PRIVÉS

La législation vénézuélienne est très libérale avec les étrangers sur le chapitre des droits privés et elle leur accorde le maximum de droits, c'est-à-dire l'assimilation aux nationaux.

Le principe est contenu dans l'art. 20 du Code civil reproduit dans l'art. 2 de la loi des étrangers :

« Les étrangers jouissent des mêmes droits civils que les Vénézuéliens, sauf les exceptions déjà établies ou qui viendraient à l'être ». L'art. 20 du Code, ajoute : « Ceci n'empêche pas l'application des lois étrangères relatives à l'état et la capacité des personnes dans les cas autorisés par le Droit International Privé ».

L'art. 20 tranche donc deux questions : d'abord une question de Condition des étrangers en accordant à ceux-ci la totalité des droits privés dont jouissent les nationaux : en effet le terme droits civils est pris ici dans le sens de droits privés, et la distinction entre droits civils et droits des gens que font certains auteurs français, n'est pas nécessaire dans notre législation. Dans sa seconde partie l'art. 20 traite la matière des conflits

de lois et adopte la solution du statut personnel pour l'état et la capacité des personnes.

Ainsi donc les étrangers jouissent des mêmes droits privés que les Vénézuéliens, sauf les exceptions qui seraient établies par une loi. Nous allons passer en revue quelques institutions qui peuvent donner lieu à certaines remarques :

§ 1. *Domicile de l'étranger*

La loi reconnaît deux catégories d'étrangers : les étrangers domiciliés et ceux qui sont de passage. Cette distinction ne modifie d'ailleurs en rien les droits civils des étrangers, puisque la loi en leur accordant les mêmes droits civils qu'aux nationaux ne distingue pas entre étrangers domiciliés ou non et place les deux groupes sur le même pied. Cependant l'absence de domicile peut produire des effets particuliers dans deux cas.

D'abord la caution « *judicatum solvi* » est exigée du demandeur qui n'a pas de domicile au Venezuela, à moins qu'il ne possède dans le pays des biens en quantité suffisante. (Code civil art. 30). Et ensuite l'art. 356 Code civil écarte des fonctions de tuteur, protuteur, curateur ou membre du conseil du tutelle, ceux qui n'ont pas de domicile ni de résidence fixe. Cependant ces restrictions ne découlent pas de la qualité d'étranger et elles sont également applicables aux nationaux, elles n'ont qu'une seule cause : l'absence de domicile.

L'art. 4 de la loi des étrangers déclare que pour déterminer le domicile de l'étranger on appliquera les règles du Code civil. Voici ces règles :

« Art. 23. — Le domicile d'une personne se trouve au

lieu où elle a le siège principal de ses affaires et intérêts.

« *Art. 24.* — Le changement de domicile s'opère par le fait d'une habitation réelle dans un autre lieu, avec l'intention d'y fixer le siège principal de ses intérêts et affaires. Cette intention se prouvera par une déclaration faite devant les municipalités respectives, du lieu que l'on quitte et du nouveau domicile. Faute de déclaration expresse, la preuve résultera de faits ou de circonstances qui démontrent cette intention ».

« *Art. 25.* — La simple résidence tient lieu de domicile aux personnes à qui on n'en connaît pas d'autre ailleurs »

« *Art. 26.* — On peut faire élection d'un domicile pour certains actes. Cette élection devra être faite par écrit ».

« *Art. 27.* — La femme mariée qui n'est pas séparée légalement a le même domicile que son mari. Elle conserve ce domicile, une fois le mariage dissous, aussi longtemps qu'elle n'en acquiert pas un autre ».

« Le mineur non émancipé a le même domicile que son père, sa mère ou son tuteur, suivant le cas. »

« L'interdit a le même domicile que son tuteur ».

« *Art. 28.* — On présume que les employés et domestiques qui vivent habituellement dans la maison de la personne qu'ils servent, ont le même domicile que celle-ci, sans préjudice des dispositions de l'article précédent ».

Ainsi nous voyons que l'étranger peut avoir un domicile au Venezuela et la législation lui accorde ce droit sans exiger aucune formalité, à la différence de bien des pays qui ne lui accordent pas ce droit ou exigent de lui différentes formalités, sauf quand cette notion de domicile peut aller à l'encontre des intérêts de l'étranger.

§ 2. *Propriété intellectuelle*

La matière est régie par la loi du 30 juin 1894. La législation vénézuélienne admet le principe qu'une œuvre littéraire ou artistique ne possède pas la nationalité de son auteur, mais la nationalité du lieu où elle a vu le jour. D'accord avec ce principe voici les solutions qu'elle donne :

Si l'œuvre est publiée pour la première fois au Venezuela, son auteur, national ou étranger, a droit à la protection au moyen de certaines formalités préalables à la publication.

Par contre si l'œuvre a déjà été publiée à l'étranger, son auteur, même s'il est Vénézuélien, n'a plus droit en principe à la protection, sauf s'il existe un traité diplomatique conclu entre le pays de la première publication et le Venezuela.

Le Venezuela est un des rares pays qui accorde aux auteurs et à leurs héritiers ou ayant cause un droit perpétuel sur leurs œuvres : en effet, la grande majorité des pays limitent ce droit à la vie de l'auteur et à quelques années après sa mort, certains même ne l'accordent pas pour toute la durée de la vie de l'auteur. Cependant si l'œuvre a déjà été publiée à l'étranger et la protection n'est accordée au Venezuela qu'en vertu d'un traité diplomatique, cette protection ne peut alors avoir qu'une durée égale à celle qui est accordée par l'autre pays. En cas de mort de l'auteur et de ses héritiers le droit de propriété revient à l'Etat.

Lors du Congrès Bolivien, qui se tint à Caracas en 1911 et qui réunit les Républiques de Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou et Venezuela, un accord sur la propriété

littéraire et artistique fut conclu. Accord que le Venezuela ratifia par ailleurs le 19 décembre 1914, et qui, entre autres choses, déclarait :

« L'auteur de toute œuvre littéraire ou artistique et ses successeurs, jouiront dans les Etats signataires des droits que lui accordera la législation de l'Etat où a été faite la première publication ou production... ».

§ 3. *Brevets d'invention*

Les étrangers peuvent obtenir des brevets d'invention au même titre que les nationaux. La loi qui régit la matière est celle de 25 mars 1882 modifiée par celle du 9 juillet 1927.

Le privilège dure cinq ou dix ans et il finit six mois ou un an après sa concession, si dans ce laps de temps l'invention n'est pas mise en pratique. Le privilège prend également fin si on a cessé pendant un an d'exploiter l'invention qu'il protégeait, sauf le cas de force majeure.

Si l'invention que l'on veut faire breveter a déjà fait l'objet d'un brevet à l'étranger, le privilège ne peut être accordé pour un laps de temps supérieur à celui qui reste à courir au brevet étranger.

Les brevets ne sont accordés qu'aux œuvres qui n'ont pas déjà fait l'objet d'une description dans une feuille imprimée au Venezuela ou à l'étranger. Ainsi, un auteur qui aurait publié et décrit son invention avant de la faire breveter, ne pourrait plus obtenir ce privilège ; il en serait de même de celui qui l'aurait décrite et publiée après avoir obtenu un brevet à l'étranger.

Les produits pharmaceutiques et médicaments de

toute espèce, ne peuvent faire l'objet d'un brevet et sont soumis aux lois spéciales qui réglementent la matière

§ 4. *Marques de fabrique*

La loi du 24 mai 1877 subordonnait le droit des étrangers à la protection des marques de fabrique, à la réciprocité diplomatique, elle faisait donc exception au principe de l'assimilation aux nationaux que proclame la législation vénézuélienne. Cette loi a été remplacée par celle du 28 juin 1930 qui n'exige plus la réciprocité diplomatique et accorde le droit de protection aux étrangers aussi bien qu'aux nationaux, à condition de remplir les formalités prescrites par la loi.

Nous ne pouvons envisager ici la description de ces formalités qui nous entraîneraient trop loin; disons simplement que la protection dure quinze ans et que ce délai peut subir une prolongation de quinze ans encore si demande en est faite.

§ 5. *Succession en deshérence ou vacante*

Le Code civil, dans les art. 1054 et suivants, prévoit la nomination d'un curateur à la succession dont on ignore qui est l'héritier, ou à laquelle ont renoncé les successeurs testamentaires ou légitimes.

L'art. 789 du Code de Procédure Civile déclare que « si les biens appartiennent à un étranger et s'il existe un agent consulaire de la Nation dont l'étranger était le ressortissant au lieu de la situation des biens, ce fonctionnaire sera invité à se charger de la défense et de l'administration de la succession, et, en cas d'accepta-

tion de sa part, il sera désigné comme curateur de la succession ; si un traité conclu avec la nation à laquelle appartenait le défunt stipule autre chose, on observera alors les règles du traité ». Cette règle est établie dans un but de protection envers les étrangers qui laissent une succession en deshérence ou vacante. On soustrait en effet la nomination du curateur à l'arbitraire du juge, qui doit nommer curateur le consul de la nation du défunt, lorsqu'il y en a un ; on présume que ce fonctionnaire est le mieux qualifié pour s'occuper impartialement de la succession et pour retrouver les héritiers qui éventuellement pourraient y avoir des droits.

§ 6. *Mariage des étrangers au Venezuela*

Nous allons faire intervenir dans ce paragraphe et dans le suivant des questions d'ordre public et, quoique ces questions soient en marge de la condition des étrangers et aient leur place dans le problème de conflit de lois, nous avons crû devoir les introduire car indirectement elles peuvent modifier cette condition.

En effet si l'on se place sur le pur terrain de condition des étrangers tel qu'il est délimité par les auteurs, il nous suffirait de dire, par exemple, que les étrangers jouissent ou non du droit au mariage ou au divorce, de même que les Vénézuéliens, mais, à notre avis, l'étude de la condition des étrangers ne serait pas complète pour certaines institutions. En effet puisque nous avons vu que la législation vénézuélienne adopte le statut personnel pour les matières d'état et de capacité, c'est la loi nationale des individus qui doit s'appliquer. Or cette loi peut poser certaines conditions ou restrictions

qui au Venezuela ne seront pas jugées acceptables et seront considérées comme allant à l'encontre des règles d'ordre public ; c'est l'étude de ces limitations à l'application du statut personnel que nous nous proposons d'étudier. Cette notion d'ordre public réagit en effet sur la condition des étrangers qui peut être très différente suivant que certaines règles de son statut personnel seront admises, ou rejetées comme contraires à l'ordre public et à l'assimilation parfaite qui doit exister entre étrangers et nationaux et que proclame l'art. 37 de la Constitution : « Les droits et les devoirs des étrangers sont déterminés par la loi, mais en aucun cas ils ne pourront être plus grands que ceux des Vénézuéliens ».

Le chapitre VI du Code civil dans sa section 2^o déclare quelles sont les règles applicables au mariage des étrangers au Venezuela sauf dispositions contraires contenues dans des lois spéciales ou dans un traité. Voici ces règles

« *Article 132.* — Il ne sera appliqué au Venezuela aucune loi étrangère permettant le mariage :

1^o Aux individus liés par un mariage antérieur qui n'aurait pas été dissous ou annulé.

2^o Aux garçons au-dessous de quatorze ans et aux filles au-dessous de douze ans.

3^o A ceux qui ne jouissent pas de toutes leurs facultés mentales et aux interdits pour cause de démence.

4^o Entre ascendants et descendants, entre frères et sœurs, ou entre alliés en ligne directe.

5^o Aux ministres d'un culte quelconque à qui le mariage serait défendu par leur religion respective ;

6^o Entre le coupable d'homicide, exécuté, manqué ou intenté contre un des conjoints, et l'autre conjoint.

7° A ceux qui seront affligés d'impuissance manifeste et permanente, ou d'une maladie qui d'après la loi vénézuélienne fait obstacle au mariage ¹.

« En conséquence, aucun mariage ne pourra être célébré sur le territoire vénézuélien s'il existe un des empêchements énumérés, quoique la loi nationale des deux prétendants le permette ».

« *Article 133.* — On n'admettra pas au Venezuela les empêchements établis par la loi nationale de l'étranger lorsqu'ils seront fondés sur des différences de race, de rang ou de religion ».

« *Article 134.* — Le défaut d'autorisation ou d'actes respectueux préalables, qu'exigerait sa loi nationale, ne fera pas obstacle au mariage de l'étranger au Venezuela, sauf s'il s'agit du consentement des ascendants, des tuteurs ou autre représentants légaux, ou de l'acte respectueux qui doit leur être signifié ».

« *Article 135.* — La condamnation pénale prononcée en pays étranger pour homicide consommé, manqué ou intenté sur la personne de l'un des conjoints, aura le même effet que si elle avait été dictée au Venezuela, pour ce qui est de l'empêchement au mariage du coupable avec l'autre conjoint ».

« *Article 136.* — L'étranger ne peut contracter valablement mariage au Venezuela que devant le fonctionnaire public vénézuélien compétent, et en remplissant toutes les formalités prévues par la loi vénézuélienne. On ne peut exiger de lui d'autres formalités spéciales que celle qui consiste à présenter un acte délivré par l'autorité judiciaire, dans lequel au moins trois témoins

1. L'art. 98 du Code civil permet de faire opposition au mariage d'une personne atteinte de lèpre.

majeurs déclareront sous serment, en indiquant les fondements sur lesquels repose cette affirmation, que le prétendant est célibataire, veuf ou divorcé et apte à contracter mariage suivant sa loi nationale ».

« *Article 137.* — Le ménage étranger qui viendrait se domicilier au Venezuela devra présenter à la première Autorité civile de la paroisse ou municipale, dans la première année de sa venue au pays, une copie légalisée de l'acte de mariage, afin qu'elle soit insérée dans le registre civil ».

§ 7. *Divorce des étrangers*

Le divorce ne peut-être prononcé au Venezuela que pour les causes admises par le Code civil, et la demande en divorce introduite par un étranger, pour une cause qu'admet sa législation et qui n'est pas contenue dans la législation vénézuélienne, serait rejetée comme contraire à l'ordre public.

Mais la jurisprudence de la Cour de cassation a été encore plus loin dans le domaine de l'ordre public en matière de divorce. Elle a en effet déclaré par un arrêt de 1914 (*Gazette officielle* 8 août 1914), que les règles du divorce étant d'ordre public, un citoyen italien marié au Venezuela avait le droit de demander le divorce, même lorsque sa loi nationale ne le lui permettait pas. L'ordre public produit ici un effet positif.

Nous n'approuvons pas cette solution qui confond les causes de divorce, qui sont d'ordre public, avec le droit au divorce qui, lui, n'est pas d'ordre public et qui ne devrait jamais être accordé à un individu lorsque sa loi nationale le lui défend. Un seul argument pourrait

justifier cette jurisprudence, c'est admettre que le divorce est une sanction pénale prononcée contre l'époux coupable et en ce cas la « *lex loci delicti* » s'applique, mais cette notion du divorce sanction pénale a perdu beaucoup de terrain et n'est presque plus soutenue aujourd'hui. Le divorce et la séparation se rattachent étroitement au mariage dont ils constituent un remède, ce sont des institutions familiales dont la conséquence immédiate est d'influer sur l'état de la capacité et par suite soumises à la loi nationale de l'individu.

§ 8. *Biens meubles et immeubles*

Les étrangers jouissent du droit de posséder des meubles ou des immeubles de même que les Vénézuéliens, et l'art. 10 du Code civil déclare que « les biens meubles ou immeubles situés au Venezuela même s'ils appartiennent à des étrangers sont régis par les lois vénézuéliennes ».

Nous verrons plus loin (chap. IV, p. 119) en traitant des personnes morales, que les nations étrangères en tant que personnes juridiques, n'ont pas le droit d'acquérir d'immeubles au Venezuela.

Nous arrêtons ici cette étude des droits privés ; pour tous les autres droits privés, il nous suffit de rappeler le principe que les étrangers jouissent des mêmes droits civils que les Vénézuéliens, mais pour les matières d'état et de capacité, c'est le statut personnel qui est applicable, d'où certaines règles d'ordre public, sans lesquelles les étrangers jouiraient de droits qui ne sont pas accordés aux nationaux ou qui heurteraient les

conceptions morales du pays. En contre-partie nous avons vu que la notion d'ordre public peut également avoir un effet positif et accorder aux étrangers certains droits que leur refuse leur loi nationale.

Nous ne pouvons faire ici l'étude des limitations apportées par l'ordre public à toutes les institutions de droit privé ce qui nous entraînerait beaucoup trop loin, et comme nous l'avons déjà dit, nous placerait en dehors de la question pure de condition des étrangers, aussi nous sommes nous limités à ne faire cette étude que pour le mariage et le divorce, laissant de côté la tutelle, l'adoption etc...

CHAPITRE IV

PERSONNES MORALES ETRANGERES

Jusqu'ici nous ne nous sommes occupés que des personnes physiques, mais l'homme ne vit pas isolé au milieu de ses semblables, il fait partie de groupements créés pour les raisons les plus diverses et dont le nombre augmente chaque jour, ce qui donne aux personnes morales une place sans cesse grandissante dans la vie juridique.

Nous avons étudié précédemment les droits politiques, publics et privés dont les étrangers pouvaient avoir la jouissance ; pour les personnes morales, il ne peut être question de droits politiques, et seuls les droits publics et privés sont à envisager. Mais, de même que pour les personnes physiques, avant d'aborder l'étude des droits dont jouissent les personnes morales étrangères, il faut déterminer si ces personnes sont vraiment étrangères, ou bien nationales, c'est-à-dire les rattacher à un pays déterminé. Une question préalable se pose donc : la question dite de la nationalité des personnes morales.

La législation vénézuélienne connaît deux sortes de personnes morales ou juridiques énumérées dans l'art. 17 du Code civil. Ce sont d'abord des personnes morales

de droit public : l'Etat, les divisions politiques qui le composent, les églises, les universités, et en général, toutes les personnes juridiques ayant un caractère public. Ce sont ensuite des personnes morales de droit privé, les sociétés ou associations légalement constituées qui acquièrent la personnalité juridique par l'enregistrement de leur acte de constitution. Nous nous occuperons principalement des sociétés commerciales, dont l'étude est pratiquement plus intéressante en raison de leur activité.

Section I

Sociétés commerciales

§ 1. *Nationalité des sociétés commerciales*

Nous employons le mot nationalité, parce que c'est le terme consacré par l'usage, mais ainsi que l'ont fait remarquer des auteurs considérables, notamment Pillet¹ et M. Niboyet², ce terme est fort inexact lorsqu'il est appliqué aux personnes morales, car il ne répond pas aux conditions définies qui constituent la nationalité et obéit à des règles toutes différentes de celles de la nationalité ordinaire. « La pratique a été conduite, par une terminologie tout à fait contestable, à adopter l'expression de nationalité pour exprimer ce que le terme statut, par exemple, aurait bien mieux précisé »³. Nous ne pouvons entrer ici dans le détail de cette contro-

1. Pillet, *Personnes morales*, nos 80 à 113, p. 118 à 160.

2. Niboyet, *Revue Droit international privé*, 1927, p. 402, 417.

3. Niboyet, *Manuel de droit international privé*, 2^e éd. 1928, p. 351.

verse qui nous entraînerait trop loin et qui est une pure question de langage juridique ; nous tenions simplement à signaler que malgré l'emploi que nous faisons de ce terme, nous n'en approuvons pas l'usage lorsqu'il s'applique aux personnes morales. La conception fautive d'une nationalité des sociétés est loin d'être déracinée, et l'usage d'un terme plus exact pour exprimer l'idée de rattachement d'une société à un pays n'étant pas encore généralisé, force nous est donc de nous servir de l'expression que nous offre la pratique.

Les auteurs proposent plusieurs *criteria* pour déterminer la nationalité des sociétés ; pour les uns c'est le siège social qui doit être pris en considération, pour les autres, le lieu de la principale exploitation, pour les troisièmes le lieu d'émission des actions etc... Chacun de ces systèmes offre des inconvénients et des avantages et aucun ne se présente comme nettement supérieur aux autres.

La législation vénézuélienne n'indiquait pas le critérium qu'elle pensait devoir être adopté pour déterminer la nationalité des sociétés ; le Code de commerce parlait de sociétés nationales ou étrangères, mais ne disait pas à quoi on devait les reconnaître. La jurisprudence avait suppléé à ce silence en adoptant le système du siège social, qui, avant la guerre, était fort en honneur. Mais en 1919 le Code de commerce a été remanié et l'art. 359 actuel est ainsi conçu : « Les sociétés constituées à l'étranger qui auront le lieu de leur exploitation principale dans la République, seront réputées sociétés nationales ». Certains auteurs en ont conclu que le législateur avait ainsi adopté comme critérium, le lieu de l'exploitation principale. Nous ne partageons pas cette opinion et nous

croyons que cette disposition n'est qu'une exception au principe du siège social. En effet, si le législateur avait entendu consacrer un principe général, il se serait borné à dire : les sociétés ayant le lieu de leur exploitation principale dans la République sont réputées nationales, et ceci s'appliquerait aussi bien aux sociétés constituées à l'étranger qu'à celles qui sont constituées au Venezuela ; du moment que cette disposition vise uniquement les sociétés constituées à l'étranger c'est donc qu'il ne faut pas y voir un principe général.

La seconde partie de l'art. 359 nous fournit encore des arguments à l'appui de notre thèse. Voici le texte : « Les sociétés qui constituées également en pays étranger, ne possèderaient dans la République que des succursales ou établissements secondaires, gardent leur nationalité, mais sont considérées comme domiciliées au Venezuela ». Si la nationalité était déterminée par le lieu de la principale exploitation, il était de inutile dire « les sociétés *qui constituées également en pays étranger...* gardent leur nationalité », puisque du moment qu'elles n'ont pas leur principale exploitation au Venezuela elles devraient être considérées comme étrangères.

Enfin, l'art. 363, que nous verrons plus loin, fait aux sociétés d'assurance *fondées à l'étranger*, une situation différente de celle des sociétés nationales, sans distinguer si elles ont ou non le lieu de leur exploitation principale au Venezuela. Ceci prouve que le législateur n'a pas entendu adopter le siège social comme critérium pour adopter la nationalité. En effet, une société d'assurance qui aurait le lieu de son exploitation principale au Venezuela serait nationale et on ne devrait pas exiger d'elle des conditions qui ne sont pas exigées aux sociétés

nationales, or en fait on exige des compagnies d'assurance fondées à l'étranger des conditions spéciales, même si elles ont leur exploitation dans la République. Ce n'est donc pas le lieu de l'exploitation principale qui détermine la nationalité.

En résumé, nous croyons que le critérium qu'a entendu adopter le législateur est celui du lieu où se trouve constituée la société, dans la grande majorité des cas ce sera le lieu du siège social, mais que, par exception, les sociétés qui auront leur exploitation principale dans la République seront assimilées aux sociétés nationales.

Le législateur a prévu une sorte de naturalisation pour les sociétés. L'art. 361 permet à celles-ci d'acquérir la nationalité vénézuélienne (sauf pour celles qui sont déjà réputées nationales) au moyen d'une manifestation faite par le représentant de la société devant le « juge de commerce » du lieu du domicile présent ou futur de la société; cet écrit sera enregistré et publié. Nous n'approuvons pas cette disposition qui tend à assimiler complètement la nationalité des personnes morales à la nationalité des personnes physiques et qui d'ailleurs présente peu d'intérêt, vu l'excellente condition dont jouissent les sociétés commerciales étrangères.

§ 2. *Condition des sociétés commerciales étrangères*

La première question qui se pose est celle de savoir si la personnalité juridique des sociétés étrangères sera reconnue au Venezuela. En d'autres termes, les personnes morales doivent-elles avoir une existence légale au delà des limites où s'exerce la puissance publique qu'leur a donné naissance ?

On a tenté d'expliquer la notion de personnalité morale par plusieurs théories qui se rattachent à deux principales : la théorie de la fiction et celle de la réalité. Les défenseurs de la première théorie déclarent que la notion de personne morale est une fiction, un pur artifice juridique qui a été inventé dans un but pratique ; or comme une fiction est une institution de droit strict qui ne peut avoir d'effet que dans les limites du territoire régi par la souveraineté du législateur, il s'ensuit que les Etats ne sont pas obligés d'admettre la fiction créée par le législateur d'un autre Etat et par conséquent reconnaître la personnalité juridique des collectivités ou entités étrangères.

Les partisans de la seconde théorie soutiennent au contraire que la personnalité juridique est une réalité, c'est-à-dire, une personne qui existe de même qu'une personne physique et doit lui être assimilée. Depuis l'abolition de l'esclavage, la personnalité des individus est reconnue dans tous les pays, il doit en être de même pour la personnalité morale qui doit être reconnue de plein droit dans tous les Etats aux collectivités ou entités qui la possèdent déjà dans un pays déterminé.

Nous n'entrerons pas dans la discussion de ces théories qui ont suscité une polémique acharnée. Disons simplement que le législateur vénézuélien semble s'être rattaché au système de la réalité pour les sociétés commerciales, puisque l'art. 361 du Code de commerce prévoit que les sociétés étrangères peuvent exercer leur activité au Venezuela et comparaître en qualité de demandresses ou de défenderesses même si elles n'ont ni succursales ni exploitations dans le pays ; dans ce cas elles seront soumises aux dispositions prévues pour les per-

sonnes non domiciliées, c'est-à-dire à la caution « *judicatum solvi* ». L'art. 1.111 déclare que cette caution n'est pas dûe en matière commerciale, les sociétés qui n'ont ni exploitation ni succursales dans le pays, n'auront donc à fournir cette caution que lorsque le procès se déroulera au civil.

Ainsi donc la personnalité juridique des sociétés commerciales étrangères est reconnue au Venezuela de plein droit et elle est reconnue à toutes les sociétés commerciales sans distinction, à la différence du droit français qui distingue entre les sociétés de personnes et les sociétés de capitaux.

Le Code de commerce prévoit certaines formalités qui doivent être accomplies par les sociétés qui établissent le lieu de leur exploitation principale ou seulement des succursales ou exploitations secondaires au Venezuela. Nous avons déjà vu que la première catégorie de sociétés est réputée nationale et que la seconde est étrangère mais domiciliée au Venezuela.

Ces deux catégories de sociétés, si elles sont en nom collectif ou en commandite simple, doivent accomplir les formalités prévues pour la constitution des sociétés nationales. Si ce sont des sociétés par actions, elles doivent inscrire dans le registre de commerce du lieu où se trouve leur agence ou exploitation et publier dans un journal de la localité, le contrat social et autres documents nécessaires à la constitution de la société suivant leurs lois nationales et une copie légalisée des articles de ces lois. Elles devront fournir en outre un exemplaire des statuts (art. 359, 3^o et 4^o).

Ces sociétés devront avoir au Venezuela un représentant qui sera considéré comme investi de pleins pou-

voirs, sauf celui d'aliéner l'entreprise ou concession, à moins que cette faculté ne lui ait été expressément accordée (art. 360).

Tous ceux qui contracteront au nom de sociétés constituées à l'étranger qui ne seraient pas dûment enregistrées au Venezuela, sont soumis à une responsabilité personnelle et solidaire pour toutes les obligations contractées dans le pays, sans préjudice du droit des tiers d'assigner la compagnie elle-même et de demander l'exécution sur les biens qui se trouvent à son nom (art. 362).

Les sociétés qui n'ont ni succursales ni exploitation au Venezuela n'ont aucune formalité à remplir, ce qui ne les empêche pas de jouir de la personnalité morale et d'exercer leur activité ou d'ester en justice.

Les compagnies d'assurance fondées à l'étranger, (même si elles ont leur principale exploitation dans le pays) doivent pour exercer leur activité dans le pays y posséder des biens immeubles libres de toute charge, dont l'Exécutif Fédéral fixera la valeur dans chaque cas d'espèce suivant l'importance de la compagnie et les affaires qu'elle est susceptible de réaliser. La valeur de ces immeubles ne pourra être inférieure à six cent mille bolivars¹ pour les compagnies d'assurance sur la vie, et à deux cent mille bolivars pour les autres compagnies, et pourra aller jusqu'au quart des capitaux assurés dans le pays.

Ceux qui contracteront au nom de Compagnies d'assurance qui ne rempliraient pas ces conditions seront passibles d'une amende de mille à dix mille bolivars ou

1. Le bolivar à la même valeur que le franc d'avant guerre.

d'un emprisonnement proportionnel, sans préjudice de la responsabilité civile de l'art. 362.

On ne peut renoncer à la juridiction des tribunaux vénézuéliens, lorsqu'il sont compétents, pour les polices d'assurances souscrites à une compagnie étrangère (art. 363).

Section II

Autres personnes morales

§ 1. Personnes morales de droit public

Ce sont l'Etat, ses démembrements et services publics. L'Etat est une personne morale du droit des gens dont la reconnaissance est subordonnée à ce dernier. La reconnaissance de l'Etat, emporte la reconnaissance des personnes publiques qui en font partie bien qu'elles ne soient pas des personnes du droit des gens. Cependant lorsqu'un pays ignore totalement la notion de personnalité morale d'une entité ou d'un service public, ce pays ne reconnaîtra pas la personnalité morale.

L'art. 51 de la loi des étrangers prévoit une restriction à la capacité des Etats étrangers : « Les nations étrangères en tant que personnes juridiques ne peuvent acquérir de biens immeubles dans le pays, sauf pour leurs ambassades ou légations, après en avoir reçu l'autorisation du Président de la République ».

§ 2. Personnes morales de droit privé.

Ce sont les associations, établissements d'utilité publique, fondations et sociétés civiles. Nous avons déjà

vu les sociétés commerciales. Le même problème se pose à propos de leur reconnaissance ; suivant que l'on admettra la théorie de la fiction, la personnalité ne leur sera pas reconnue de plein droit et dépendra d'une autorisation de l'Etat, au contraire si on admet la théorie de la réalité la personnalité leur sera reconnue de plein droit.

La législation vénézuélienne est muette à ce sujet, car les dispositions du code de commerce ne sont applicables qu'aux sociétés commerciales. Nous croyons cependant qu'un arrêt récent de la Cour de cassation a reconnu de plein droit la personnalité d'une société civile étrangère, mais il nous a été impossible de le vérifier.

CHAPITRE V

COMPETENCE DES TRIBUNAUX A L'EGARD DES ETRANGERS

L'art. 1^{er} du Code de Procédure déclare que les tribunaux doivent rendre la justice à toute personne, étrangère ou nationale, domiciliée ou non, chaque fois qu'ils seront compétents. En conséquence les règles ordinaires de compétence judiciaire sont applicables à tous les procès entre Vénézuéliens et étrangers et même entre étrangers seulement.

L'art. 29 du Code civil fait cependant exception à la compétence ordinaire du domicile du défendeur lorsqu'il déclare : « Les personnes, même non domiciliées au Venezuela, peuvent être citées devant les tribunaux vénézuéliens pour des obligations contractées dans la République ou qui doivent y recevoir exécution. » Ce principe n'est pas une mesure de défiance à l'égard des étrangers qui ne sont pas domiciliés au Venezuela puisqu'il ne fait pas distinction entre nationaux ou étrangers et est applicable à ces deux catégories d'individus. En conséquence un étranger non domicilié et qui ne résiderait pas au Venezuela peut être traduit devant les tribunaux vénézuéliens par un national, pour des obli-

gations contractées au Venezuela, ou contractées à l'étranger mais devant recevoir exécution dans la République. En contre-partie l'étranger peut assigner un national ou un étranger devant les tribunaux vénézuéliens pour les mêmes causes même si le défendeur ne possède ni domicile ni résidence au Venezuela.

Une simple comparaison avec les art. 14 et 15 du Code civil français nous fera immédiatement voir la libéralité de la législation vénézuélienne. Avant de voir les règles de compétence du Code civil français, notons une première différence entre les deux législations : au Venezuela les étrangers jouissent du droit de saisir les tribunaux même lorsqu'il s'agit de procès entre deux étrangers alors qu'en principe les tribunaux français se déclarent incompétents pour les procès entre étrangers. Cette incompétence qui se justifiait dans l'ancien droit français alors que les étrangers avaient des consuls pour rendre la justice à leur profit, n'a plus aujourd'hui de raison de subsister et devient absurde. La jurisprudence l'a fort bien compris d'ailleurs et elle admet aujourd'hui un nombre tellement grand d'exceptions que l'on peut dire que le principe est retourné et que la compétence devient la règle et l'incompétence l'exception.

L'art. 14 du Code civil français accorde aux français le droit de traduire devant les tribunaux nationaux les étrangers qui auraient contracté des obligations envers eux quel que soit le lieu où elles ont été contractées et où elles doivent recevoir exécution et ce droit n'est accordé qu'aux Français. Cet article met donc les étrangers en France dans une situation bien inférieure à celle qui leur est faite au Venezuela. En effet en France ils pourront être traduits devant les tribunaux pour des

obligations contractées à l'étranger alors qu'ils ne pourraient l'être au Venezuela que pour des obligations contractées dans le pays où qui doivent y recevoir exécution et, d'autre part, l'accès des tribunaux est fermé en principe aux étrangers qui ont contracté avec un autre étranger alors qu'au Venezuela cet accès est libre.

La jurisprudence française n'admet pas qu'un français soit jugé par des tribunaux étrangers, aussi interprète-t-elle l'art. 15 du Code civil de façon à lui faire dire qu'un Français doit toujours être jugé par les tribunaux français même pour des obligations contractées à l'étranger envers des étrangers. Cette interprétation place les étrangers dans une situation très inférieure car un étranger demandeur qui aurait obtenu gain de cause contre un Français défendeur devant un tribunal étranger, ne pourra jamais obtenir en France l'exéquatur du jugement étranger puisque la jurisprudence déclare les tribunaux étrangers toujours incompétents pour juger un Français défendeur ; il sera obligé de recommencer son procès en France et peut être n'aura-t-il pas accès aux tribunaux français. Le Venezuela au contraire admet parfaitement qu'un de ses nationaux soit traduit devant un tribunal étranger lorsque aucun tribunal vénézuélien n'est normalement compétent.

Caution « judicatum solvi ». --- L'art. 30 du Code civil déclare que le demandeur qui n'est pas domicilié dans le pays doit fournir caution de ce qui pourrait être jugé, à moins qu'il ne possède des biens suffisants dans le pays.

L'utilité de cette mesure n'est pas contestable, en effet, le demandeur sera peut être débouté et condamné aux dépens et éventuellement à des dommages-intérêts,

la caution servira alors à garantir le paiement des frais engagés par le défendeur pour sa défense.

Le seul but de la caution « *judicatum solvi* » étant la protection du défendeur contre un demandeur insolvable, il est naturel que cette caution soit exigée aussi bien des nationaux que des étrangers. Le Venezuela proclame ce principe et exige la caution quelle que soit la nationalité du demandeur ou du défendeur, à la différence de la législation française qui ne l'exige que du demandeur étranger plaidant contre un Français ; cette institution ne peut donc se justifier en France que par une certaine méfiance envers les étrangers. Sur ce point encore la législation vénézuélienne est plus favorable aux étrangers que la française, puisqu'un défendeur étranger peut exiger la caution de n'importe quel demandeur, qu'il soit Vénézuélien ou étranger.

Remarquons une autre différence entre les deux législations : pour s'exempter de la caution la loi française exige que le demandeur étranger possède des immeubles situés en France, alors qu'au Venezuela on n'exige qu'une quantité suffisante de biens immeubles ou meubles.

CHAPITRE VI

RECLAMATIONS CONTRE LA NATION

L'art. 39 de la Constitution déclare que « En aucun cas les nationaux ni les étrangers ne pourront prétendre se faire indemniser par la Nation, les États ou les municipalités, les dommages, préjudices ou expropriations qui ne proviendraient pas d'autorités légitimes agissant dans leur caractère public ». La loi des étrangers de 1932 s'occupe plus longuement de la question des réclamations dans ses art. 52 et suivants.

Cette loi prévoit que les étrangers ne peuvent formuler de réclamations pour des dommages subis du fait d'actes émanant de fonctionnaires nationaux qu'en se soumettant aux formalités qu'elle stipule. Seuls les actes dommageables commis par des autorités ou fonctionnaires agissant dans leur caractère public peuvent donner lieu à réclamation, que ces actes aient été commis volontairement ou non ; mais en temps de guerre seuls les dommages commis de propos délibéré par des autorités publiques peuvent justifier une réclamation. L'Etat se décharge également de toute responsabilité au sujet de dommages commis par des individus ou des

bandes armées au service d'une révolution ; ceux qui auraient subi un préjudice n'ont d'action que contre les auteurs du dommage, leurs complices ou les personnes qui auraient profité de quelques façon que ce soit du préjudice subi par autrui.

Ainsi seuls les dommages subis du fait des autorités publiques engagent la responsabilité de l'Etat ou des communes, à la différence de certaines législations qui, comme la française, mettent à la charge de l'Etat ou des communes la réparation des dommages subis du fait d'émeutes ou de troubles civils.

La loi des étrangers met à la disposition de ceux-ci deux moyens d'introduire leurs réclamations : d'abord en s'adressant directement à l'Exécutif Fédéral par l'organe du Ministre de l'Intérieur. Nous avons vu en effet que la Constitution accorde aux citoyens le droit de pétition devant les fonctionnaires avec droit d'obtenir réponse (V. chap. II p. 94) ; ce droit est commun aux nationaux et aux étrangers. Si le gouvernement national estime qu'il peut donner une solution à la demande, de façon administrative, il instruira l'affaire qui sera soumise à sa décision. L'art. 58 de la loi prévoit que lorsqu'une décision aura été donnée, ou qu'un arrangement sera intervenu par ce moyen, la résolution du gouvernement aura autorité de chose jugée et ne pourra jamais constituer dans le futur un précédent qui pourrait être invoqué contre la Nation.

L'étranger peut également introduire sa réclamation en assignant la Nation devant la Cour Fédérale et de Cassation. La Cour de Cassation joue au Venezuela un double rôle : c'est une Cour de Cassation ordinaire, et c'est un tribunal administratif chargé de connaître des

procès intentés à l'Etat et à certains fonctionnaires. Dans le cas de réclamation portée devant la Cour Fédérale et de Cassation, le Procureur Général de la Nation est chargé de défendre les intérêts de l'Etat.

La loi déclare que, s'il ressort de l'instance que l'étranger a essayé de faire une fraude en exagérant le montant du dommage ou en faisant une réclamation mensongère, il encourra une responsabilité laissée à l'appréciation du tribunal.

Si la réclamation consiste en une demande de dommages-intérêts pour cause de détention d'un étranger, le tribunal pour fixer cette indemnité doit prendre en considération le « *damnum emergens* » et le « *lucrum cessans* » en se basant sur la condition du réclamant et le genre de travail qu'il exerce. La preuve, que l'étranger a violé la neutralité que la loi exige de lui, peut être admise dans ces jugements et venir paralyser la demande de dommages-intérêts.

Enfin les étrangers peuvent avoir un dernier moyen de faire valoir leurs réclamations, c'est l'intervention diplomatique des agents de leur pays. Cependant celle-ci est fort limitée par la loi, qui déclare que l'étranger ne peut recourir à l'intervention diplomatique qu'après avoir épuisé tous les moyens légaux et lorsque la dénégaration de justice est évidente et dûment prouvée. Les réclamations qui ne seraient pas conformes aux prescriptions de la loi ne seront pas prises en considération et l'étranger qui aura demandé l'intervention diplomatique sera considéré comme pernicieux c'est-à-dire qu'il pourra être expulsé. La sanction prise ici contre l'étranger est un peu dure mais elle se justifie par le désir de voir diminuer le nombre des réclamations di-

plomatiques. Les Etats faibles sont en effet sujets à d'incessantes réclamations de la part des grandes puissances.; réclamations qui la plupart du temps sont totalement dénuées de fondement et ne seraient pas adressées à une grande puissance qui ne les prendrait pas en considération.

Signalons pour finir, les règles données par l'art. 50 de la Constitution au sujet des contrats d'intérêt public.

« Aucun contrat d'intérêt public conclu par le Gouvernement Fédéral, les Etats, les Municipalités ou n'importe quel autre Pouvoir Public, ne pourra être cédé en tout ou en partie à des gouvernement étrangers et on admettra que ces contrats contiennent toujours, même si elle n'y est pas écrite, la clause ci-après : Les doutes et controverses, de quelque nature qu'ils soient, que pourrait susciter ce contrat et qui ne pourraient être résolus amiablement par les parties contractantes, seront tranchés par les tribunaux vénézuéliens d'accord avec leurs lois, sans qu'ils puissent jamais faire l'objet de réclamations étrangères ».

APPENDICE

Effets et exécution des jugements étrangers

Le législateur a consacré plusieurs articles du Code de procédure civile et un article du Code civil à la réglementation de cette matière ; ce sont l'art. 1961 du Code civil et les art. 746 et suivants du Code de procédure.

Pour qu'un jugement étranger produise au Venezuela la plénitude de ses effets, il faut qu'il obtienne la force exécutoire que le souverain étranger ne peut lui conférer puisque son autorité s'arrête aux frontières du territoire placé sous sa juridiction.

L'art. 746 du Code de procédure civile déclare que les jugements étrangers n'auront ni autorité de chose jugée ni force exécutoire à moins d'obtenir l'exéquatur. L'hypothèque judiciaire, intimement liée à la force exécutoire est également refusée aux jugements étrangers non revêtus de *l'exequatur* sauf conventions diplomatiques en sens contraire. (art. 1961 du Code civil.)

§ 1^o. Conditions nécessaires pour obtenir l'exequatur.

Plusieurs conditions sont nécessaires pour obtenir l'exequatur. :

Avant tout, l'art. 747 déclare que « seuls peuvent obtenir force exécutoire les jugements émanants de pays qui accordent celle-ci, sans révision préalable dans le fond, aux jugements définitifs prononcés par des autorités judiciaires vénézuéliennes ». Cet article consacre donc la réciprocité sans laquelle aucun jugement étranger ne peut recevoir d'*exequatur*. Comme le texte ne spécifie pas de quelle réciprocité il s'agit, celle-ci peut être législative, diplomatique ou bien résulter d'une jurisprudence constante.

L'art. 748 énumère par ailleurs plusieurs autres conditions que doit réunir le jugement :

1°) « Il ne doit pas verser sur des immeubles situés au Venezuela ».

2°) « Le jugement doit émaner d'une autorité judiciaire compétente dans la sphère internationale et ne doit pas avoir soustrait à la juridiction des tribunaux vénézuéliens une affaire pour laquelle ils étaient compétents d'après leurs lois ou les préceptes du droit international. »

Ce paragraphe contient deux idées : d'abord, par autorité compétente dans la sphère internationale, il faut entendre que lorsqu'un tribunal étranger a eu à connaître du litige, le Venezuela n'accordera l'*exequatur* que si ce tribunal était compétent d'après les règles du droit international privé vénézuélien. Certains auteurs proposent au contraire de se désintéresser de la question de compétence lorsqu'aucun tribunal national n'était compétent.

D'autre part ce paragraphe prévoit que l'affaire ne doit pas avoir été soustraite à la juridiction des tribunaux vénézuéliens lorsqu'ils étaient compétents. Le légis-

lateur ne qualifie pas cette compétence, mais nous croyons qu'il faut entendre que l'*exequatur* ne sera pas accordé lorsque l'affaire était de la seule compétence des tribunaux vénézuéliens à l'exclusion de tout tribunal étranger et qu'il ne faut pas entendre cette phrase comme une négation du droit à l'*exequatur* du jugement prononcé par un tribunal étranger alors qu'un tribunal national était également compétent. Avec cette dernière interprétation on accorderait un privilège exorbitant aux tribunaux nationaux, et, d'autre part, la restriction visée par le paragraphe 1, touchant aux immeubles situés au Venezuela, deviendrait inutile.

3º) Il faut que les parties aient été assignées conformément aux dispositions légales de la nation où a eu lieu l'instance et du pays où a été faite l'assignation, et que le demandeur ait eu un laps de temps suffisant pour préparer sa défense.

Ici encore le texte n'est pas clair : faut-il entendre par laps de temps suffisant le délai légal accordé par le pays où a eu lieu le procès, ou bien le délai accordé par la législation de certains pays peut-il être jugé comme insuffisant par le Venezuela ? Nous pensons que la loi vise le délai légal qui a dû être respecté, mais l'opinion contraire pourrait être soutenue.

4º) Enfin, l'obligation dont on demande l'exécution doit être licite au Venezuela et le jugement ne doit pas contenir des motifs ou un dispositif contraires à l'ordre public ou au droit public de la République, ni aller à l'encontre d'un jugement définitif prononcé par un tribunal vénézuélien.

Le jugement doit encore réunir deux conditions : il doit être définitif et il doit être valable. L'art. 747 qui

proclame la réciprocité vise les jugements vénézuéliens définitifs ; par un raisonnement « *a simili* » on doit admettre que seuls les jugements étrangers définitifs pourront recevoir exécution au Venezuela. Enfin l'exigence de la validité dans les pays d'origine n'est exprimée nulle part mais elle est logique car on ne peut consacrer au Venezuela l'existence d'un jugement qui n'en a aucune dans son pays d'origine.

Le système vénézuélien présente une lacune importante : en effet la législation se préoccupe de savoir si le tribunal qui a prononcé le jugement était compétent d'après les règles de droit international privé vénézuélien, mais elle ne cherche pas à savoir si ce tribunal a bien appliqué la loi que déterminent ces mêmes règles. Or ceci peut produire une conséquence importante, c'est qu'on pourra peut être obtenir indirectement par le détour d'un *exequatur* ce qui n'aurait pas pu être obtenu directement devant un tribunal vénézuélien.

En résumé le système vénézuélien est un système de contrôle très limité puisqu'il n'admet qu'une révision partielle dans la forme et exclut absolument toute révision dans le fond du jugement. Ce système qui est très libéral présente des dangers car il peut conduire à accorder force exécutoire à des jugements émanant de pays dont l'organisation judiciaire ne présente pas toutes les conditions de respectabilité et d'équité désirables, mais heureusement ce danger est presque purement théorique aujourd'hui. Remarquons d'ailleurs que la libéralité du principe est fortement amoindrie au Venezuela par la réciprocité législative, diplomatique ou coutumière qu'exige l'art. 747.

§ 2. *Procédure pour l'obtention de l'exequatur.*

L'article 746 déclare que la Cour Fédérale et de Cassation est le tribunal compétent pour accorder *l'exequatur* aux sentences émanant d'autorités étrangères. Cette fonction revient à la Cour de Cassation quelle que soit la juridiction dont émane la décision et lorsque celle-ci est de nature contentieuse.

Lorsque le jugement a trait aux matières de l'adoption, de l'émancipation ou autres matières de nature non contentieuse, l'article 757 proclame la compétence du Tribunal ou Cour Supérieure du lieu où l'on veut se prévaloir du jugement.

Les simples ordonnances des tribunaux étrangers, concernant l'audition de témoins, les expertise, serments, interrogatoires et autres actes de pure instruction qui devront être faits au Venezuela, recevront force exécutoire, par un simple décret du juge de Première Instance du lieu où devront être accomplis ces actes, pourvu que ces ordonnances soient accompagnées d'une demande de l'autorité qui les a délivrées et soient légalisées par un fonctionnaire diplomatique ou consulaire de la République ou soient transmises par voie diplomatique. Ces mêmes dispositions sont applicables aux citations faites à des individus résidant au Venezuela pour comparaître devant des autorités étrangères, et elles sont également applicables aux notifications d'actes provenant d'un pays étranger (article 755).

Pour donner cours aux Ordonnances que vise l'article précédent, il devra y avoir une personne autorisée à couvrir les frais (art. 756).

L'article 749 déclare que la demande *d'exequatur* se fera par un écrit contenant le nom de la personne qui le demande, son domicile ou résidence, le nom de la personne contre qui œuvrera *l'exequatur*, son domicile ou sa résidence ; en outre, cette demande devra être accompagnée de la sentence dont on demande l'exécution et de la preuve qu'elle réunit les conditions exigées par les articles 747 et 748 : tout ceci sous forme authentique et légalisé par l'autorité compétente.

CONCLUSION

L'adoption par le législateur vénézuélien des principes que nous venons d'étudier se justifie et s'explique facilement par l'histoire du Vénézuéla et plus généralement de toute l'Amérique latine.

Au lendemain de l'émancipation vénézuélienne, le territoire se trouvait peuplé par trois races : des individus de race blanche, en très grande majorité Espagnols (l'entrée des étrangers était presque impossible au temps de la colonisation), des indiens autochtones fortement décimés et en voie de disparition et des nègres, esclaves importés par les colonisateurs. Comment former un amalgame de ces races et quel principe adopter afin de leur donner une nationalité unique ? Adopter le principe suivi en Europe, c'est-à-dire, le *jus sanguinis*, c'était aller à l'encontre du but recherché et reconnaître aux enfants nés en Amérique la nationalité de leurs pères, c'est-à-dire former un Etat comprenant plus d'étrangers que de nationaux. L'adoption du principe du *jus soli* se trouve donc justifiée et n'est que l'expression de la volonté de cet amalgame de trois races qui a conçu et fait son indépendance.

Une fois l'unité de nationalité établie, un second problème s'est posé : attirer les étrangers afin d'augmenter la population. Un seul moyen s'offrait, c'était de faire

à ceux-ci une situation excellente et par là, s'explique l'adoption du principe de l'assimilation aux nationaux ; mais comme une grande quantité d'étrangers peut constituer un danger pour un pays, il a fallu les assimiler rapidement. Le principe du *jus soli* faisait déjà des nationaux des fils d'étrangers nés au Venezuela, mais leurs parents ne pouvaient être assimilés que par une naturalisation rendue aussi facile que possible. Le Venezuela a été très loin dans cette voie puisqu'il a été jusqu'à imposer la nationalité à tous les immigrants qui avaient reçu le bénéfice des lois d'immigration. Aujourd'hui la naturalisation est toujours aussi facile, mais elle conserve toujours un caractère volontaire et ne peut plus en aucun cas être taxée d'imposition de la nationalité.

Après avoir indiqué les raisons qui ont fait adopter les principes suivis par le Venezuela, voyons maintenant les réformes que l'on pourrait introduire dans cette législation.

D'abord une réforme matérielle qui consisterait à réunir dans une seule loi tous les textes ayant trait à la nationalité d'origine et à la naturalisation qui, au Venezuela, se trouvent soit dans la Constitution, soit dans le Code civil, soit dans la loi de naturalisation. Ces matières n'ont plus aujourd'hui leur place dans une Constitution et se trouvent fort bien dans une loi spéciale comme la loi française du 10 août 1927 qui a imité la législation italienne sur ce point ; cette réforme aurait l'avantage de faciliter les recherches et de rendre plus faciles les modifications qui ne nécessiteront plus une révision de la Constitution. C'est d'ailleurs une particularité propre aux Etats de l'Amérique latine, sauf l'Argentine, que d'introduire les matières de nationalité

dans la Constitution, ce qui entrave la conclusion de traités internationaux, alors qu'en Europe elles sont écrites dans des lois ordinaires.

Le principe du *jus sanguinis* absolu, à côté du *jus soli*, que le Venezuela a introduit dans sa constitution de 1904 ne nous paraît pas nécessaire car le Venezuela n'étant pas un pays d'émigration le nombre des enfants de parents vénézuéliens qui naissent à l'étranger est peu nombreux et souvent ils ont perdu toute attache avec le pays de leurs pères et restent toute leur vie à l'étranger ; à quoi bon avoir des nationaux sur lesquels on ne peut pas compter et qui n'ont aucun intérêt dans le pays ? Nous avons vu que cette adoption du *jus sanguinis* absolu avait été motivée par la série de réclamations européennes de 1903 afin de réduire dans le futur le nombre de ces réclamations, mais il est peu probable que ces faits se reproduisent et il est préférable de ne pas accorder la nationalité vénézuélienne à des individus qui se soucient fort peu de leur pays et n'usent de cette nationalité que pour éluder les obligations que pourrait leur imposer une autre nationalité. Aussi nous proposons à côté du *jus soli* absolu un principe de *jus soli* atténué qui serait ainsi conçu : sont Vénézuéliens de naissance les enfants nés à l'étranger de parents vénézuéliens domiciliés dans le pays.

D'autre part, le texte de la loi devrait être plus explicite en ce qui concerne la nationalité d'origine et consacrer les solutions admises par la jurisprudence pour les enfants naturels et légitimes.

Enfin la distinction entre la nationalité d'origine et la naturalisation devrait être moins tranchée en ce sens que les hautes fonctions que la Constitution réserve aux

nationaux de naissance devraient être accessibles aux naturalisés dix ans après leur naturalisation et si pendant ce temps ils ont résidé effectivement dans le pays, car ces deux conditions peuvent en faire des nationaux aussi susceptibles de dévouement que les Vénézuéliens de naissance. Par contre l'accès des autres fonctions moins importantes ne devrait jamais être accessible aux naturalisés dans un délai moindre de trois ans après leur naturalisation, alors que le Venezuela l'accorde immédiatement.

La condition des étrangers n'appelle aucune réforme et le principe de l'assimilation aux nationaux nous paraît devoir être soutenu parce qu'il facilite le rapprochement des peuples par sa libéralité et sert les intérêts du Venezuela.

Remarquons enfin que la législation vénézuélienne est semblable à celle de tous les Etats d'Amérique latine qui s'est faite le champion du *jus soli* en face de l'Europe qui défend le *jus sanguinis*, mais qu'elle présente aujourd'hui cette originalité d'admettre le *jus soli* et le *jus sanguinis* conjointement et dans tout leur absolutisme. L'assimilation aux nationaux est également la règle en Amérique latine sauf pour la Colombie qui proclame la réciprocité législative et pour le Pérou qui adopte la réciprocité diplomatique. Cette similitude presque totale de principes est la conséquence d'une similitude de situation et de nécessités qui a donné naissance à un droit international latino-américain typique, dont les progrès sont chaque jour plus marqués et dont l'étude est intéressante par suite du rôle économique et politique que l'Amérique latine est appelée à jouer dans le monde.

Vu le Doyen
Edgard ALLIX.

Vu le Président de Thèse,
LEVY-ULLMANN

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- Alvarez (Alejandro).** — *Le droit international américain*, Paris 1910.
- Basdevant (Jules).** — *Les questions de nationalité dans les arbitrages vénézuéliens de 1903-1905.* (« Revue générale de Droit international public »), 1913.
- *Les conflits de nationalité dans les arbitrages vénézuéliens de 1903-1905*, (« Revue de droit international privé, 1909 »).
- Bourbousson (E.).** — *Traité de la nationalité dans les cinq parties du monde*, Paris, 1931.
- Calbairac (Gaston).** — *Traité de la nationalité de la femme mariée*, Paris, 1929.
- Daguin (C.).** — *Les étrangers au Venezuela*, (« Revue de Droit international privé »). 1905.
- Dominici, Anibal.** — *Comentarios al Código civil venezolano*, Caracas.
- Grisanti (Carlos F.).** — *La nacionalidad a la luz de la legislación venezolana*, Caracas, 1915
- Institut de Droit comparé.** de l'Université de Paris. — *La nationalité dans la science sociale et le droit contemporain*, Paris, 1933.
- Itriago Chacín (Pedro).** — *Prontuario sobre las relaciones de los pueblos*, Caracas, 1930.
- Lapradelle (Albert de).** — *Répertoire de droit international privé*, tome IX.
- Lehr (Ernst).** — *La nationalité dans les principaux Etats du globe*, Paris, 1909.
- Lévy-Ullmann (Henri).** — *Cours de droit international privé 1931-32*, professé à la Faculté de Droit de Paris.

Niboyet (J-P). — *Manuel de Droit International Privé* 2^e éd. Paris 1928.

Planas Suarez (Simon). — *Los extranjeros en Venezuela*, Lisboa, 1917.

Rivas (Angel) C. — *Le droit international privé et pénal du Venezuela*, (Revue de Droit international privé), 1912.

Vega (Jose G. de la). — *La nationalité de la femme mariée en Amérique latine*, (Coll. d'études théoriques et pratiques de droit étranger, Paris, 1934).

Weiss (André). — *Traité théorique et pratique de droit international privé*, 2^e édit., Paris, 1907-1913.

— *La Nationalité*, Paris, 1907.

Yanes (Francisco G.). — *Memorandum de derecho internacional privado*, Caracas, 1912.

Zeballos, (Estanislao S.). — *La nationalité au point de vue de la législation comparée et du droit privé humain*, Paris 1914-1919.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
 PREMIERE PARTIE	
LA NATIONALITE VENEZUELIENNE	
 CHAPITRE PREMIER	
Notions générales sur la nationalité	5
 CHAPITRE II	
La nationalité d'origine	15
<i>Section I. — Influence du jus soli</i>	<i>22</i>
<i>Section II. — Influence du jus sanguinis</i>	<i>25</i>
§ 1. Enfant légitime	25
§ 2. Enfant naturel	27
§ 3. Enfant légitimé	29
§ 4. Enfant adoptif	30
 CHAPITRE III	
La naturalisation	33
<i>Section I. — Naturalisation privilégiée</i>	<i>34</i>
<i>Section II. — La naturalisation ordinaire</i>	<i>37</i>
§ 1. Conditions de la naturalisation	39
§ 2. Procédure à suivre	43
§ 3. Effets de la naturalisation	44
§ 4. Naturalisations frauduleuses	49
 CHAPITRE IV	
Influence du mariage sur la nationalité	51
<i>Section I. — Mariage d'une étrangère avec un vénézuélien</i>	<i>52</i>
§ 1. Effets sur la nationalité de la femme	53

§ 2. Effets sur la nationalité des enfants	54
<i>Section II. — Mariage d'une vénézuélienne avec un étranger</i>	55

CHAPITRE V

Perte de la nationalité et réintégration	57
---	----

APPENDICE

§ 1. Effets des cessions de territoire	63
§ 2. Acquisition de la nationalité en vertu de lois spéciales (législation abrogée)	64

DEUXIEME PARTIE

LA CONDITION DES ETRANGERS

TITRE I

<i>NOTIONS GENERALES</i>	71
--------------------------------	----

CHAPITRE PREMIER

Historique de la condition des étrangers	71
---	----

CHAPITRE II

Notions théoriques sur la condition des étrangers	75
--	----

TITRE II

<i>DROIT VENEZUELIEN POSITIF</i>	81
--	----

CHAPITRE PREMIER

Mesures de police	82
--------------------------------	----

<i>Section I. — Admission des étrangers</i>	83
---	----

<i>Section II. — Expulsion des étrangers</i>	87
--	----

§ 1. L'expulsion administrative	88
---------------------------------------	----

§ 2. L'expulsion mesure pénale	91
--------------------------------------	----

CHAPITRE II

Droits politiques et droits publics	92
--	----

<i>Section I. — Droits politiques</i>	92
---	----

<i>Section II. — Droits publics</i>	93
---	----

Fonctions publiques	96
---------------------------	----

Liberté d'association	96
-----------------------------	----

Liberté de parole et de presse	96
--------------------------------------	----

Professions	97
-------------------	----

Enseignement	97
--------------------	----

CHAPITRE III

Droits privés	99
§ 1. Domicile de l'étranger	100
§ 2. Propriété intellectuelle	102
§ 3. Brevets d'invention	103
§ 4. Marques de fabrique	104
§ 5. Successions en deshérence	104
§ 6. Mariage des étrangers	105
§ 7. Divorce des étrangers	103
§ 8. Biens meubles et immeubles	109

CHAPITRE IV

Personnes morales étrangères	111
<i>Section I. — Sociétés commerciales</i>	112
§ 1. Nationalité des sociétés	112
§ 2. Condition des sociétés commerciales	115
<i>Section II. — Autres personnes morales</i>	119
§ 1. Personnes morales publiques	119
§ 2. Personnes morales privées	119

CHAPITRE V

Compétence des tribunaux à l'égard des étrangers	121
---	-----

CHAPITRE VI

Réclamations contre la nation	125
--	-----

APPENDICE

Effets et exécution des jugements étrangers	129
§ 1. Conditions nécessaires pour obtenir l'exéquatur	129
§ 2. Procédure à suivre	133

CONCLUSION	135
-------------------------	-----

BIBLIOGRAPHIE	139
----------------------------	-----

